

I. Informations générales

1. Informations	2
2. Position actuelle	2
3. Description générale.....	3
4. Formation	3
5. Expériences professionnelles	4

II. Thématiques de recherches

1. Doctorat.....	5
2. Projets post-doctoraux.....	7
a. Projets individuels	7
b. Projets collectifs	8

III. Organisation et administration de la recherche

1. Tâches institutionnelles	13
2. Supervision.....	14
3. Activités dans des panels, des commissions, expertises.....	14
4. Affiliations (sociétés scientifiques, académies, groupes de recherche)	14
5. Organisation de conférences, colloques et séminaires	15
6. Prix, distinction et bourses.....	17
7. Projets de recherche financés.....	18
8. Projets de recherche écrits et co-écrits.....	18

IV. Enseignements.....20**V. Résultats de recherche**

A. Publications	31
1. Monographies	31
2. Co-direction de volumes collectifs et de n° spéciaux de revues	32
3. Contributions à des volumes collectifs	34
4. Articles dans des revues à comité de lecture	37
5. Manuels.....	40
6. Presse.....	40
B. Communications	41
1. Colloques internationaux avec comité de sélection	41
2. Colloques sans comité de sélection et conférences	43
3. Interventions, séminaires et médiation.....	44

I. Informations générales

1. Informations

Jérémie Ferrer-Bartomeu
Université de Liège
Sciences historiques
Quai Roosevelt, 1B
Bât A4
B-4000 Liège
Belgique

Né le 25 février 1985 (Dijon, 21, France)
Nationalités espagnole et française

jeremie.ferrer-bartomeu@uliege.be

Dépôt institutionnel ORBI (Publications et communications ; dépôt institutionnel de l'université de Liège)

Qualifié aux fonctions de maître de conférences en section 03 « Histoire du droit et des institutions » (qualification obtenue en 2021)

Qualifié aux fonctions de maître de conférences en section 22 « Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain, histoire de l'art, histoire de la musique » (première qualification obtenue en 2018 ; renouvelée en 2023)

2. Position actuelle

Chargé de recherches | F.R.S-FNRS, 2022-2025 (**mandat post-doctoral de 3 ans**)

Maître de conférences en histoire de la Renaissance | Département des sciences historiques de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, (titre conféré pour l'année académique **2023-2024**).

Rattachement scientifique :

Prof. **Alain Marchandisse** (histoire de la fin du Moyen Âge)
Université de Liège
Sciences historiques – **UR Transitions**
Unité de recherches sur le Moyen Âge et la première Modernité

Prof. **Ralph Dekoninck** (histoire de l'art des temps modernes)
Université catholique de Louvain
INCAL – **GEMCA**
Group for Early Modern Cultural Analysis

3. Description générale

Historien des pouvoirs aux XVI^e-XVII^e siècles en Europe, je m'intéresse aux administrateurs chargés de l'écrit politique et à leurs pratiques transnationales, en période de guerres civiles et de conflits géopolitiques de forte intensité. Je porte mon attention sur la matérialité du travail des bureaux européens, la circulation et l'hybridation des savoirs et des modèles politiques entre puissances alliées et adverses, la culture administrative des secrétaires et l'histoire des représentations, notamment iconographiques, des pouvoirs politiques à l'époque moderne.

Mes recherches actuelles portent sur l'histoire culturelle et matérielle de l'État et de ses administrations, en empruntant aux problématiques de l'anthropologie de l'écriture, aux études visuelles, à la sociologie politique et aux questionnements issus du tournant archivistique. Je collecte, classe et interroge les résultats de mes dépouillements dans les fonds patrimoniaux grâce aux méthodes forgées et popularisées par les humanités numériques.

En outre, j'enseigne l'histoire depuis 2009 et l'histoire moderne aux niveaux Licence et Master depuis 2013. Très attaché à la diffusion des savoirs disciplinaires à un public large afin de nourrir la demande sociale qui stimule nos activités de recherche, j'anime deux carnets de recherche *Hypothèses*, une plateforme de podcasts scientifique et je dispose d'une expérience éprouvée en termes de médiation culturelle et patrimoniale.

Au surplus, mes recherches s'inscrivent dans un cadre international. Ancien membre de la Casa de Velázquez, assistant post-doctorant en Suisse, chargé de recherches en Belgique, je participe et suis en contact de groupes et de projets de recherche à l'échelle européenne. Mes différents contrats m'ont permis d'acquérir des compétences linguistiques et techniques mais également d'avoir une connaissance précise des dépôts archivistiques et patrimoniaux en Europe. En effet, j'ai eu l'occasion de moissonner d'importants volumes de correspondances dans les dépôts espagnols ainsi que dans les dépôts d'archives anglais, français et suisses et belges, en lien avec mes recherches centrées sur la résolution des conflits religieux et géopolitiques de la première modernité.

Enfin, ma stratégie de publication (une monographie, un volume collectif, une direction de numéro de revue et plusieurs articles dans des revues de rang A) est fortement liée à la rédaction de nombreux projets de recherche, à l'échelle européenne.

4. Formation

2013-2017 – Doctorat d'histoire moderne, École nationale des chartes (dir. Olivier Poncet ; inscription : 01/10/2013, soutenance : 9/12/2017 ; titre : *L'État à la lettre. Institutions de l'écrit et configurations de la société administrative durant les guerres de Religion (vers 1570 - vers 1610. Royaume de France)* ; jury : Olivier Christin (EPHE/Neuchâtel, président), Nicolas Le Roux (Sorbonne-Université, rapporteur), Béatrice Fraenkel (EHESS, rapporteuse), Paola Volpini (Rome-III).

2007-2011 – Master d'histoire de la Renaissance, Sorbonne-Université (dir. Denis Crouzet).

2007-2009 – CAPES d'histoire-géographie (rang 48^e), bi-admissibilité à l'Agrégation externe d'histoire.

2006-2011 – Diplôme de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Concours de la voie universitaire. Obtention (2011) du diplôme de l'ENS, option majeure « Histoire », mineures « Géographie, philosophie politique, persan ».

2005-2006 – Licence d’histoire, Sorbonne-Université.

2003-2005 – Classes préparatoires aux grandes écoles, Lycée Henri IV (Paris).

2003 – Baccalauréat littéraire. Lycée Carnot (Dijon) ; options : Latin, grec, littérature espagnole.

2002 – Concours Général, Lycée Carnot (Dijon). Lauréat, mention régionale en « Histoire ».

5. Expériences professionnelles

2022-2025 – Chargé de recherches du F.R.S-FNRS. Réalisation d’un projet de recherches ayant pour titre « Médiatisation et objectivation du pouvoir. La représentation des administrateurs de l’écrit politique (France, Pays-Bas espagnols. Vers 1540-vers 1650) ». Maître de conférences en histoire de la Renaissance à l’université de Liège (2023-2025).

2021-2022 – Chargé de cours à l’université de Genève (semestre d’automne), chargé d’enseignement à l’université de Neuchâtel (semestre de printemps), chargé de cours magistral et d’oraux de préparation à l’Agrégation interne d’histoire-géographie à l’université de Franche-Comté (semestres d’automne et de printemps).

2019-2021 – Post-doctorant de l’État (Chaire d’histoire moderne), Institut d’histoire de l’université de Neuchâtel (50 %, contrat de 2 ans) ; Chargé d’enseignement pour les départements d’histoire des universités de Neuchâtel (semestre d’automne 2020, printemps 2021), Fribourg (semestre d’automne 2019) et Genève (semestre d’automne 2020, semestre de printemps 2021).

2018-2019 – ATER en histoire moderne, université de Tours/CESR.

2017-2018 – ATER en histoire moderne, université Paris-Nanterre/Mondes américains.

2016-2017 – Membre scientifique de la Casa de Velázquez (Madrid).

2013-2016 – Doctorant contractuel de l’École nationale des chartes/Centre Jean-Mabillon. Moniteur à Sorbonne-Université/Centre Roland Mousnier.

2009-2013 – Professeur d’histoire-géographie (académie de Créteil, académie de Versailles).

II. Thématiques de recherches

Mon thème de recherche de prédilection est l'analyse des pré-bureaucraties européennes en contexte de guerre civile, de conflagration militaire généralisée et de contestation radicale des modes de gouvernement aux XVI^e-premier XVII^e siècles.

Dans ce cadre, je suis engagé dans plusieurs chantiers de travail au long cours. Le principal consiste dans l'**histoire des pratiques politiques des administrations de l'époque moderne**. Je m'intéresse notamment à l'administration chargée des **écritures royales et publiques** afin de comprendre comment le recours à l'écrit modifie en profondeur toutes les structures des autorités politiques. Je scrute également les **circulations, les transferts et les hybridations de savoirs administratifs à l'échelle européenne** afin d'établir si les nombreux contacts transnationaux entre administrateurs, contacts cérémoniels et militaires, forment le socle d'une **république européenne des bureaux**, aux modalités d'action et à la surface socio-politique apparentées.

Le projet que je développe actuellement porte sur l'**histoire matérielle et culturelle des pouvoirs politiques de l'époque moderne** en m'attachant à la représentation d'une « évidence d'État », la croissance fonctionnelle du pouvoir des administrateurs de l'écrit dans la représentation iconographique des XVI^e-XVII^e siècles.

Le second projet que je développe porte sur l'**anthropologie politique et religieuse de la parole à l'époque moderne**. Ce groupe de recherche, qui réunit des collègues de Genève et de Luxembourg, scrute **comment la multiplication des pôles de parole au début de l'époque moderne agit sur la configuration sociopolitique des autorités publiques**. J'analyse notamment au profit de ce groupe comment les pouvoirs conjurent, par l'innovation administrative et théorique, la perte de crédit de la **parole politique** forgée dans les arcanes face à la parole profuse des groupes oppositionnels. Je détaille les autres projets post-doctoraux conduits actuellement en section II. 2.

1. Doctorat

Mes recherches, jusqu'à la soutenance de ma thèse de doctorat, ont principalement porté sur l'exploration de la croissance et du développement des procédures et des pratiques d'État lors du basculement des XVI^e-XVII^e siècles.

Ma thèse de doctorat s'intitule : *L'État à la lettre. Institutions de l'écrit et configurations de la société administrative durant les guerres de Religion (vers 1570 - vers 1610. Royaume de France)*. Elle est parue en octobre 2022 aux éditions Champ Vallon (coll. « Époques ». L'hypothèse principale de ma recherche est la suivante : **l'État royal, dans sa modalité moderne, est né des guerres de Religion, de la contestation radicale et violente de sa légitimité, des dissensions territoriales et des conflits militaires et diplomatiques**. L'édifice de papiers d'État produit au cours du moment politique 1570-1610 est ainsi une réponse, une reformulation et une ressaisie de la réalité oppositionnelle des temps de guerre civile. La disposition programmatique des « bureaux » et la reconfiguration des institutions traditionnelles – le conseil et les cours, la chancellerie et les grands corps royaux – répondent à l'urgence face à laquelle l'État royal est confronté : celle d'éviter jour après jour son propre anéantissement. Ces structures techniques et politiques agissent à la manière de « flotteurs » d'un ensemble gouvernemental et d'une société politique bien plus vastes. Leur travail concret et quotidien vise à éviter la submersion de toute l'architecture institutionnelle.

Ces questions trouvent des échos dans d'autres temps et d'autres espaces, plus lointains ou plus proches et contemporains, et confèrent à la question de l'État des arêtes plus raides que la seule exploration de sa genèse ou de son degré avéré de modernité : **quel est le rôle exact des administrations techniques dans la tradition de l'information politique lors des changements de règnes et des basculements dynastiques ? ; comment construire et adosser la légitimité d'un régime aux savoirs pratiques d'instances techniques ?** Voilà des questions qui sont au cœur des problématiques des sciences sociales et politiques du temps présent.

Trois problèmes historiographiques et méthodologiques structurent mon travail de recherche.

Il s'agit d'abord de l'appréhension des **sources**, et notamment des sources de la pratique, comme **dispositifs dynamiques et processus plutôt que seulement comme contenus et réceptacles d'informations disponibles pour l'historien**. Pour comprendre comment la monarchie travaille concrètement pour résoudre les conflits socio-politiques, je porte mon attention sur les états diplomatiques des documents, les moyens de leur mise en circulation, leur conservation et leur progressive patrimonialisation.

Le deuxième problème réside dans les formes de l'**autonomie gagnée par les administrateurs du temps des guerres civiles**, autonomie qui se développe sous l'effet de la nécessité des guerres, de l'incorporation des compétences politiques en raison de la proximité au souverain et de la mobilisation de stratégies familiales pour se maintenir au service du roi. Je m'interroge donc sur les contours de cette fraction de la société politique que j'ai proposé de nommer « **société administrative** », sur les leviers actionnés par les chefs de famille pour positionner leurs rejetons aux postes-clés de l'agencement gouvernemental, sur la formation et les compétences des administrateurs qui pénètrent dans les bureaux des conseils, des cours et des chancelleries.

Le troisième et dernier problème tient dans la **disjonction des cultures politiques du roi et des administrateurs, disjonction qui s'opère au second XVI^e-premier XVII^e siècles, en insistant sur les différences entre le règne d'Henri III et celui d'Henri IV**. La conception du pouvoir royal se fonde, sous les derniers Valois, davantage sur une incorporation de l'administration dans le gouvernement en temps de crise politique ouverte. À la première résolution de cette crise, en 1598, par la paix intérieure de l'Édit de Nantes et la résolution du conflit européen grâce à la paix de Vervins, le premier Bourbon Henri IV opère une plus nette séparation, offrant à son administration un cadre à la structure plus nette comme pour sanctuariser et mettre à part les mystères de l'État et les arcanes du gouvernement monarchique. Cette séparation est soutenue par la formidable croissance de la religion royale et l'exaltation d'une majesté conquise et gagnée sur les champs de bataille, dans le fracas des armes.

Ces trois problèmes ont formé la matière de mes interrogations de recherche lors de mon post-doctorat en France (Mondes Américains [Nanterre], CESR [Tours]), en Suisse (Neuchâtel, Genève) et désormais en Belgique (UR Transitions [Liège], GEMCA [Université catholique de Louvain]).

2. Projets post-doctoraux

Cette section détaille les projets post-doctoraux individuels et collectifs que j'ai mis en œuvre après la soutenance de ma thèse de doctorat en 2017. Je souhaite mettre les collaborations nouées au cours de ces projets comme les compétences acquises (y compris en termes logistiques et administratives, de demandes de subsides, de communication et de promotion des activités) au service du laboratoire d'accueil.

a. Projets individuels

1. Médiatisation et objectivation du pouvoir. La représentation des administrateurs de l'écrit politique (France, Pays-Bas espagnols. Vers 1540-vers 1650) – Mandat post-doctoral de chargé de recherches du F.R.S.-FNRS (2022-2025), concours international (admis)

Le projet, encadré par les professeurs Ralph Dekoninck (UC Louvain/GEMCA) et Alain Marchandise (ULiège/Transitions) entend réaliser une étude inédite de l'expression du travail des administrateurs de l'écrit politique dans l'iconographie des XVI^e-XVII^e s. en France et dans les Pays-Bas espagnols. Je souhaite croiser les sources manuscrites et imprimées qui montrent la lente croissance du phénomène pré-bureaucratique au sein de ces monarchies administratives et la production artistique où se révèlent la présence des activités d'écriture comme celle des administrateurs de l'écrit. Cette approche originale permet de saisir finement les phénomènes de rupture, de transfert de modèles et de continuités de part et d'autre des césures classiques que sont les changements de règnes, les basculements dynastiques, les moments de conflits et de paix. L'hypothèse principale du projet est la suivante : les activités d'écriture et les administrateurs sont davantage représentés une fois que la position socio-politique de ce nouveau personnel est fermement établie au sein des agencements de pouvoir. Les secrétaires des années 1540 sont des agents techniques, de tout premier plan, quand ceux des années 1650 sont de véritables ministres, premiers conseillers du prince. Or, on observe une polarisation dans la manière de les représenter : au début de la période, les secrétaires sont représentés comme des nobles, des courtisans tandis qu'à la fin de la période, ils sont à leur table de travail, les mains comme noircies de tenir la plume nuit et jour. C'est le paradoxe de cette forte polarisation dans la représentation qu'il convient d'interroger afin de restituer ce qu'est le discours que les monarchies administratives tiennent sur elles-mêmes au moment de ce changement majeur dans la manière d'exercer le pouvoir. Je questionnerai également la révolution symbolique dans la représentation des activités d'écriture, associées à des valeurs positives au sortir des guerres du second XVI^e s., ainsi que les stratégies visuelles des membres de ce nouveau groupe élitaire, celui des hommes de l'écrit politique.

2. Le spectacle des arcanes. Images, pouvoirs et administrations dans l'Europe de la première modernité – Projet de recherche soumis au CNRS dans le cadre du concours de chargé de recherches (en cours)

Le projet de recherche entend réaliser une étude inédite des stratégies visuelles de l'État, des pouvoirs et des administrations de la première modernité en Europe. Centrée sur les représentations où entrent en jeu l'écrit politique, les gestes de l'administration, la matérialité des outils et des objets de l'écrit, les traces des procédures de négociation et de prise de décision, l'étude a l'ambition de contribuer au profond renouvellement de l'anthropologie historique des pouvoirs et de l'histoire des archives et de l'information,

dans une perspective transdisciplinaire qui convoque l'anthropologie de l'écriture, l'histoire des images, l'archivistique et la sociologie historique. Au surplus, l'étude entend prolonger, pour la première modernité, les analyses heuristiques de la lente montée en puissance tardo-médiévale des administrations de l'écrit, des institutions implantées dans les entourages souverains lors du déclenchement des conflits civils et géopolitiques de forte intensité de la première modernité. Ainsi, c'est à une contribution décisive que nous nous proposons de parvenir, pour saisir finement et grâce à l'iconographie des pouvoirs, les institutions de l'écrit dans leur dimension politique et administrative, des premières années du XVI^e siècle jusqu'aux premières années du XVIII^e siècle, en opérant un focus sur les espaces français, helvétique, espagnol, anglais et flamand. Restituant le caractère concret du travail politique et administratif des autorités publiques en étudiant les stratégies visuelles déployées par les hommes de l'écrit politique, nous souhaitons combler, notamment pour l'espace français, un aspect central de l'historiographie de la première modernité. L'analyse de la structuration, par et dans l'image, de la machinerie complexe de l'État moderne et de ses arcanes, est la prolongation des études conduites sur les sources manuscrites et imprimées en doctorat et en post-doctorat sur l'analyse des discours d'État sur l'État, ses procédures, les théories de légitimation de l'action souveraine. Ainsi, le projet est fortement tributaire des analyses de Denis Richet qui montre comment la monarchie est continuellement et ce de manière processuelle « au travail sur elle-même ». Spécialiste de cette approche que nous travaillons dans les gisements des sources écrites (de la pratique, discursive, réglementaire et théorique), nous nous proposons désormais de nous concentrer sur la représentation iconographique du pouvoir qui se pense et se donne à voir à lui-même, à la société administrative et à la société politique dans les images de toute nature, véritables objets politiques dotés d'une efficacité politique et sociale, inscrits au cœur des stratégies de propagande et de communication politique. Cette approche permet également de restituer plus finement quel est le périmètre de la fraction de la société politique que nous proposons de nommer société administrative. Cette société administrative a davantage recours à l'écrit politique que les autres membres de la société politique de la première modernité. Les acteurs, très divers, de ce groupe manifestent un ethos pré-bureaucratique dans leurs correspondances comme dans leurs mémoires. Le projet entend comprendre comment les stratégies visuelles de ces acteurs se déploient et manifestent ainsi leurs places et leurs positions socio-politiques dans les agencements gouvernementaux mouvants et mis en tension par les conflits de la première modernité. Trois enquêtes structurent le projet et la conduite de la recherche, en combinant les échelles en Europe et dans leurs possessions coloniales, du premier XVI^e siècle au second XVII^e siècle : la première enquête porte sur la représentation des administrateurs de l'écrit politique – secrétaires, ministres et conseillers ; la deuxième enquête analyse la représentation des conseils, aux échelles urbaines et provinciales, comme les conseils centraux et curiaux, cérémoniels et souverains, en insistant sur l'iconographie de la prise de décision et sa matérialité ; la troisième enquête se fixe sur la représentation de l'administration encapsulée dans les représentations des cérémonies de l'information, les entrées urbaines, les festivités et spectacles civiques, les assemblées collectives et séance des états, provinciaux et centraux.

b. Projets collectifs

1. Les sources des renouvellements d'alliance entre le royaume de France et le Corps helvétique (Direction du groupe de recherche, en association avec Delphine Reguig, IUF Senior/Le Temps du roi, Université de Saint-Étienne/Institut d'Histoire des Représentations et des Idées dans les Modernités)

À partir de 1516, la paix conclue entre François I^{er} et le Corps helvétique encadre les relations militaires et commerciales du royaume de France et des cantons, catholiques et protestants. Cette paix et ses dispositions sont l'objet d'un soin incessant tout au long de l'époque moderne. Le projet propose d'étudier les discours qui documentèrent les renouvellements d'alliance tout au long de l'époque moderne. Préparés par les historiographes du roi, les bureaux du secrétariat d'État des Affaires étrangères français ou les autorités cantonales, ces discours s'assignent trois objectifs : promouvoir la gloire du roi de France, arbitre de la paix d'une Europe en proie à de puissantes forces centrifuges, s'assurer de la poursuite du service étranger des mercenaires des cantons suisses, garantir que la puissance militaire de la Confédération ne sera pas mise au service d'un adversaire du royaume. Cette étude des sources discursives, textuelles comme iconographiques, permet de faire l'histoire des relations franco-suisse à l'époque moderne tout en montrant qu'au gré de chaque renouvellement d'alliance, les protagonistes actualisent les enjeux de la guerre et de la paix en Europe. Ces renouvellements, qui s'inscrivent dans une conception cyclique du temps, puisant aux sources d'un âge d'or, celui du Beau XVI^e siècle, sont en réalité en prise immédiate avec les enjeux les plus contemporains, ceux de l'équilibre fragile entre puissances alliées et adverses.

L'étude des discours s'inscrit donc à la fois dans l'histoire des relations internationales, l'histoire des cérémonies et des spectacles mais aussi dans l'anthropologie historique, afin de déterminer comment sont perçues ces cérémonies de renouvellement par les contemporains, du premier XVI^e s. à la Révolution française. Le projet, hébergé par le laboratoire IHRIM via la prof. Delphine Reguig (Saint-Étienne/IUF), vise à faire collaborer des archivistes français (Amable Sablon du Corail, directeur des sections médiévales et modernes des Archives nationales) et suisses (Arch. État de Fribourg, Soleure, Neuchâtel, Valais) ainsi que des universitaires en Suisse (Berne, Lausanne, Neuchâtel), France (Saint-Étienne, Tours) et Belgique (Liège, Bruxelles).

2. Anthropologie politique et religieuse de la parole à l'époque moderne (Co-direction du groupe en collaboration avec Monique Weis, professeure d'histoire moderne, Université du Luxembourg et Paul-Alexis Mellet, professeur d'histoire de la réformation, Université de Genève)

Les problématiques et les objets que se donne le groupe de recherche sont les suivants : dans un paradoxe tout à fait fascinant, la parole politique oscille entre profusion et rareté. Le pouvoir qu'elle détient provient de sa rareté et des mystères de sa forge. Son utilisation doit donc être parcimonieuse et, surtout, contrôlée. C'est ainsi que des stratégies communicationnelles et des acteurs institutionnels naissent ou se développent afin de maîtriser la production, la diffusion et la réception de la parole politique. Cependant, ils ne sont pas seuls détenteurs du Verbe et les crises successives qui secouent la première modernité encouragent une amplification des discours : l'opposition se multiplie en même temps que les pôles de production, l'imprimerie rend la diffusion plus aisée mais plus incontrôlable, et le pouvoir sacré de la parole souveraine est mis à mal par de nouvelles concurrences. Dans la gestion politique des crises, la parole est alors à la fois problème et solution. Le champ de recherche couvre l'Europe occidentale de la première paix de Cappel jusqu'au traité de Westphalie. Un intérêt tout particulier sera consacré aux pensées transversales et interdisciplinaires capables d'apporter à la question de la parole des réponses à la fois historiques et à la fois issues d'autres sciences humaines et sociales permettant de confronter différentes approches. Nous nous pencherons ainsi sur des sujets ciblés, afin de pouvoir rentrer dans le vif de cette parole jurée, profuse et mystifiée : par

exemple, les préambules légaux et la manière dont ils introduisent les conjurés, les serments qui entourent les paix de religion, le règlement des conflits ou au contraire les déclarations de guerre, la promesse royale ou princière (qu'elle soit directe ou indirecte), les sermons de guerre, la trahison et l'abjuration, les savoir-faire administratifs liés à l'acte du don de parole, la matérialité de cette pratique, la force perlocutoire des mots jurés, l'iconographie du serment, ses évolutions et ses permanences. Le travail du groupe de recherche est scandé par des rencontres régulières. Deux colloques internationaux se sont tenus en 2022. Le premier colloque a eu lieu en février 2022 à l'université de Genève et avait pour thème « (Ab)jurer sa parole. Promettre la guerre et s'engager pour la paix ». Durant les différentes interventions, nous nous sommes intéressés à la parole promise et aux différentes formes que cet acte peut recouvrir (serment, charte, foi jurée, profession de foi, confession, menace, malédiction, etc.). S'interroger sur l'acte performatif qu'est le don de parole – comment jure-t-on et quelles sont les conséquences des mots prononcés ou signés ? –, c'est se questionner à la fois sur les modalités linguistiques, institutionnelles et rituelles qui sous-tendent cette pratique et, plus encore, repenser les liens de confiance et d'alliance, le capital symbolique mis en gage par les deux parties : qui jure, et pourquoi cette pratique revêt une telle importance dans la société d'Ancien Régime ? Le but de cette première rencontre programmatique revient à interroger les éléments constitutifs de la parole jurée, en particulier son media (l'oral, l'écrit ou des formes hybrides) et son effectivité. Deux questions sont centrales : comment est construite la promesse ? Qu'est-ce qu'elle produit en termes d'impact sur le présent et le futur de la situation d'énonciation ? Il est alors nécessaire d'interroger la source de la valeur du serment, les gages donnés pour les parties, mais également les acteurs (producteurs et/ou détenteurs de la parole). Ces « jureurs » peuvent s'engager pour eux-mêmes, mais aussi pour une entité plus large, puisque jurer implique non seulement un gage personnel mais aussi communautaire, soit collectif et gouvernemental. De ce fait, peut-être faut-il envisager l'acte de jurer comme le symbole de la convergence de volontés plurielles. D'une parole jurée, on peut ainsi mettre en exergue les ressorts d'un dispositif politique et religieux largement utilisé et persistant, par une déconstruction minutieuse des contextes et des pratiques, afin d'observer sa pluralité en tant que discours et idées. Cela nous amènera à considérer l'économie de la parole dans son écriture, sa proclamation, sa conservation et ses changements. Le second colloque s'est tenu à l'université du Luxembourg en septembre 2022 et s'intitulait : « En parlant, en écrivant. Complémentarité, concurrence et hybridation entre écrit et oralité dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles ». Le colloque a donné l'occasion au groupe de poursuivre ses travaux entamés à Genève sur les éléments constitutifs de la promesse et son effectivité à l'époque moderne, tout en déclinant de nouveaux aspects de ce vaste domaine de recherches. De manière plus spécifique, les communications ont porté sur les rapports complexes entre écrit et oralité dans l'Europe des XVI^e-XVII^e siècles. Les deux modalités d'expression et de communication font l'objet depuis quelques années d'un intérêt renouvelé. Beaucoup de travaux récents sont ainsi consacrés aux « pratiques de l'écrit » dans les chancelleries, secrétaireries et autres bureaux, dans les officines et comptoirs de divers types, ou encore dans les institutions religieuses des principales confessions chrétiennes. Les ressorts de l'oralité ont quant à eux été remis à l'honneur par de nouvelles approches des cérémonies politiques et judiciaires, par le renouveau de l'histoire diplomatique et par des études pionnières sur la prédication. En revanche, les relations entre écrit et oralité ont été peu thématiques et analysées. Elles renvoient à des questions importantes liées à l'histoire de l'époque moderne et à ses sources. Comment s'articulaient les passages de l'oralité à l'écrit ? En situation de concurrence entre les deux modalités, comment se faisaient et s'expliquaient les choix ? Dans quels contextes l'oralité vient-elle dupliquer, conforter, compléter, modérer, voire concurrencer ou même contredire l'écrit ? Lorsqu'il y eut davantage de

complémentarité, quelles furent les influences réciproques, notamment mais pas uniquement du point de vue formel ? Une attention particulière fut accordée aux phénomènes d'hybridation entre l'écrit et l'oralité dans différents domaines, périodes et contextes.

3. L'ordre du Saint-Esprit : un point d'observation de la fusion des groupes élitaires (participation au projet d'Agnès Bos, conservatrice en cheffe du patrimoine, Musée du Louvre)

Le projet sur l'ordre du Saint-Esprit vise à étudier les objets et les discours, les règlements et les pratiques de l'ordre fondé par Henri III en 1578 tout au long de la période moderne. Le point d'attention est celui de la fusion de groupe élitaires à la surface socio-politique distincte (aristocratie militaire, noblesse de service, financiers, administrateurs des bureaux des secrétaires d'État). L'intérêt de cette étude réside dans la faible attention accordée jusqu'alors à l'ordre du Saint-Esprit, à l'exception notable d'une thèse d'École des chartes rédigée par Lenaïg Payen de La Garanderie-Roumegou, désormais conservatrice aux Archives nationales. En collaboration avec Agnès Bos, conservatrice en cheffe du patrimoine au Musée du Louvre et ancienne conservatrice aux départements des Objets d'art, je souhaite étudier les volumes du fonds spécialisé sur l'ordre et les chevaliers qui le composent, c'est-à-dire la collection *Clairambault*, ainsi que plusieurs volumes des *Pièces originales* et du *Cabinet des titres*. La première destination des résultats de recherche réside dans une exposition en préparation au Musée des Augustins de Toulouse, institution patrimoniale qui conserve le tableau de Philippe de Champaigne intitulé *Réception d'Henri d'Orléans, duc de Longueville, dans l'ordre du Saint-Esprit par le roi Louis XIII, le 15 mai 1633*. En outre, un travail en cours d'identification de l'Évangélique de l'Ordre, conservé à la bibliothèque de Philadelphie (É.-U. d'Amérique du Nord) est en cours et doit faire l'objet d'une publication, en regard de l'édition d'un libelle anonyme de l'année 1589 intitulé *Advis aux catholiques françois, sur l'importance de ce qui se traicte aujourd'huy, sur l'irresolution de quelques scrupuleux : ensemble et principalement sur les ruzes des politiques, atheistes, forgeurs de nouvelles, et aultres ennemys de Dieu*.

4. Histoire et anthropologie de l'État (Co-direction du groupe de contact F.R.S.-FNRS en collaboration avec Manuel Cervera-Marzal, chercheur qualifié F.R.S.-FNRS en sociologie politique, Université de Liège)

Le groupe de contact F.R.S.-FNRS en histoire et anthropologie de l'État vise à rassembler les spécialistes de ces problématiques en Belgique francophone et à l'étranger. La vivacité du champ de recherche portant sur l'État, ses institutions saisies par les crises - politiques, de représentation mais également de confiance, de consentement ou de rejet dans l'exercice des droits civiques - et traversées par des stratégies concurrentes autant que complémentaires des différents groupes sociaux appelle une attention particulière. En effet, une interrogation de ces problématiques sur le temps long, en Europe comme dans les possessions coloniales des autorités publiques, permet de croiser les approches, à courte ou longue focales, sur des phénomènes qui ne furent jusqu'alors interrogés que de manière compartimentée, et bien souvent centrées sur une recherche des origines des formes de pouvoir moderne, du degré d'expertise et d'autonomie des différents acteurs institutionnels. L'ambition de ce groupe de contact est donc de décloisonner les approches issues de traditions épistémologiques diverses et ressortant de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie, du droit, de la philosophie et des sciences du politique. Les travaux que se proposent le groupe de contact doivent ainsi rendre raison de la

construction complexe et processuelle des structures d'exercice du pouvoir, de la souveraineté et de la participation politique, de la domination et de la violence organisée sur des territoires et des populations. Les interactions entre les structures publiques et les organisations corporatives, territoriales, partidaires seront également au cœur de nos interrogations. La dimension symbolique de l'État au travail sur lui-même, sur ses procédures et ses normes, comme la promotion et la diffusion de conceptions politiques qui encadrent et promeuvent son action seront interrogées, en usant des apports de l'histoire culturelle du politique et de l'histoire sociale des idées politiques. C'est enfin à une histoire pragmatique de l'État et des constructions politiques modernes que nous souhaitons parvenir, en interrogeant les jeux de concurrence et de complémentarité institutionnelle entre des groupes sociaux divers, en opposition factionnelle ou en collaboration stratégique et programmatique pour parvenir à gagner des positions ou à ne pas les perdre en situation de conflits de forte comme de basse intensité, de mobilisations et de luttes sociales et politiques.

5. Édition des Mémoires de Villeroy (en collaboration avec Damien Fontvieille, archiviste-paléographe, attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Bordeaux-Montaigne)

Les *Mémoires* de Villeroy offrent un regard sur la fin du XVI^e siècle français, mais aussi le premier témoignage d'un ministre du souverain. L'auteur, Villeroy, est un homme à la longévité politique exceptionnelle, et un témoin précieux de son temps. Outre une abondante correspondance, Villeroy a aussi laissé ce que l'on connaît sous le titre de *Mémoires* et qui correspondent à plusieurs écrits destinés à justifier sa conduite à compter de 1588, et son engagement dans la Ligue. La plus grande part de ces *Mémoires*, formée par les deux pièces les plus longues, les deux apologies, est consacrée à l'engagement ligueur, de 1588 à son retour. Le récit évoque, certes, les débuts de Villeroy, mais se consacre avant tout à la période de crise qui s'ouvre avec les débuts de la Ligue, en 1585, avec, en particulier, un long développement sur l'année 1588-1589. Villeroy y détaille la manière dont il s'est efforcé de parvenir à la paix, mais cherche également à comprendre les raisons de sa disgrâce, tout en se posant en homme de bien. Dans la seconde apologie, il justifie son engagement ligueur et le récit s'arrête en 1591, à la prise de Château-Thierry. Le reste des *Mémoires* est composé de pièces de circonstances : un avis de Villeroy au duc de Mayenne après la mort de Henri IV publié à Paris en 1589, une harangue de Villeroy aux États de 1593, une lettre au duc de Mayenne du 2 janvier 1594, une lettre à Bellièvre du 17 mars 1596, et un manifeste de Villeroy à l'occasion de la trahison de son commis, Nicolas L'Hoste, en 1604. Ce sont donc plusieurs textes de circonstance qui ont été regroupés pour former des *Mémoires*, et qui ne forment pas une unité autre que chronologique et lié à son auteur. La première édition de ces *Mémoires* a été réalisée en 1622. Le volume est imprimé à Paris, sous le titre « Memoires servans a l'histoire de nostre temps », et est adressé à Alexandre de Faucon, premier président de la cour du Parlement de Normandie par Tanneguy Du Mesnil Basire, avocat de la chambre des comptes de Rouen. Le volume comporte les six textes mentionnés ci-dessus. L'édition conservée à la bibliothèque nationale de France comporte, aux marges, des ratures, que l'éditeur postérieur de 1822 avait estimé être des corrections faites d'après les manuscrits originaux, et les avait suivies. Ces corrections sont la plupart du temps de pure forme, et ne changent pas en profondeur le sens du texte, sauf à de très rares cas. Les *Mémoires* ont ensuite été réédités à plusieurs reprises, augmentés de plusieurs pièces, jusqu'à une édition en 1822, par Petitot, dans le cadre des *Mémoires relatifs à l'histoire de France*. L'édition mérite néanmoins une reprise scientifique importante, en suivant les normes actuelles pour l'établissement du texte comme pour les identifications. Deux éléments de

l'apparat critique viendront former comme une nouvelle biographie en contexte de l'auteur et du personnel des bureaux du secrétaire d'État : une longue introduction biographique et un dictionnaire prosopographique des personnes citées.

III. Organisation et administration de la recherche

1. Tâches institutionnelles

2022-2025 –

- Représentant élu du personnel scientifique au Conseil du corps scientifique de l'Université de Liège.

- Secrétaire du groupe de contact F.R.S-FNRS « États et conflits. Histoire, anthropologie et sociologie » (présidé par Manuel Cervera-Marzal, chercheur qualifié du F.R.S-FNRS, Liège).

- Membre du conseil scientifique de l'Unité de recherches sur le Moyen Âge et la première Modernité (Liège).

- Membre du comité de pilotage de MODERNUM, réseau des modernistes francophones de Belgique (Groupe de contact du F.R.S.-FNRS).

2021-2022 –

- Membre élu du conseil de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Neuchâtel, responsable de la communication entre le corps intermédiaire et les autorités décanales et rectorales.

2016-2017 –

- Membre élu du conseil scientifique de la Casa de Velázquez (Madrid), co-responsable du jury de recrutement des boursiers de courte durée pour l'époque moderne et contemporaine.

2013-2015 –

- Membre élu du conseil de laboratoire du Centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes. Représentant du collège doctoral.

2009-2010 –

- Membre élu du conseil d'administration de l'Institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Créteil. Représentant des élèves fonctionnaires-stagiaires.

2007-2008 –

- Membre élu du Bureau des élèves (COF) de l'École normale supérieure de rue d'Ulm, chargé de la communication institutionnelle.

2006-2007 –

- Membre élu du conseil du département d'histoire de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Représentant des élèves et des étudiants.

- Membre de la commission des études littéraires de l'ENS.

2. Supervision

- Encadrement des étudiants inscrits en Master parcours « Histoire » (spécialité « Histoire du Moyen Âge et de la Renaissance »), avec le prof. Alain Marchandisse, Université de Liège, année académique 2023-2024.

- Organisation du séjour de recherche aux archives de l'ancien évêché de Bâle, (15 étudiant.e.s, Bachelor, Master, Doctorat, une semaine de séjour : initiation à la paléographie et à la recherche en dépôt d'archives et dans les collections muséales bâloises), juin 2022.

- Direction de mémoire de bachelor « Les serments des guerres de religion », soutenance 9 février 2022.

- Encadrement des étudiant.e.s du séminaire « L'objet comme document », université de Neuchâtel, classe de conservation-restauration de la Haute-École de l'arc jurassien (réalisation de 8 podcasts de 45 mn), semestre d'automne 2021.

- Encadrement des étudiant.e.s de master de l'Institut d'ethnologie de Neuchâtel (réalisation de 8 podcasts de 35 mn consacrés aux glossaires de la migration forcée en Europe), semestre de printemps 2021.

- Encadrement des masters et des doctorant.e.s du séminaire du prof. P.-A. Mellet, séminaire « Histoire des idées, histoire des discours – Renaissance et Réforme », (2021-2022, périodicité mensuelle).

- Organisation du séjour de recherche aux archives de l'État de Soleure (10 étudiant.e.s, Bachelor, Master, Doctorat, une semaine de séjour : initiation à la paléographie et à la recherche en dépôt d'archives), juin 2021.

- Soutenance de mémoire de maturité en histoire moderne (co-encadrement avec Nicolas Balzamo, maître-assistant d'histoire moderne à l'université de Neuchâtel), avril 2020.

- Encadrement des doctorant.e.s de la Conférence universitaire de Suisse occidentale, section d'histoire contemporaine. Formation à la médiation scientifique et réalisation de podcasts, 6-7 novembre 2019, Neuchâtel.

3. Activités dans des panels, des commissions, expertises

2018-2021 – Expert « jeune docteur » du comité d'évaluation des écoles doctorales pour le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

2019-2020 – Membre du jury d'admissibilité de la Banque d'épreuves littéraires (BEL) des Écoles normales supérieures (200 copies, épreuve d'histoire du concours d'entrée des ENS) ; Expertise pour le LabEX HASTEC, au profit de la commission des recrutements

de doctorant.e.s.

2016-2017 – Membre de la commission de recrutement des boursiers scientifiques de la Casa de Velázquez (responsable de l'évaluation de 40 dossiers d'histoire médiévale et moderne).

4. Affiliations (sociétés scientifiques, académies, groupes de recherche)

- Co-direction du groupe de recherche international « Anthropologie politique et religieuse de la parole à l'époque moderne », avec le prof. P-A. Mellet (Université de Genève/Institut d'histoire de la réformation) et la prof. Monique Weis (Université de Luxembourg).

- Co-animation de l'atelier doctoral « Histoire des idées, histoire des discours – Renaissance et Réforme », avec Paul-Alexis Mellet (Université de Genève/Institut d'histoire de la réformation).

- Chercheur associé du Centre d'études supérieures de la Renaissance (Tours, UMR 7323), membre de l'axe de recherche 2022-2027 *Cultures de la pluralité religieuse* et plus particulièrement du sous-axe « Concordes, discordes ».

- Chercheur associé du Centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes, EA 3624).

- Membre du groupe de recherche sur « Le Temps du roi : imaginaire et politique de la temporalité historique en France et en Europe (1580-1789) », dirigé par Delphine Reguig (Saint-Etienne / IHRIM / ENS Lyon). 2022-2026 (IUF senior).

- Membre de la Renaissance society of America (RSA).

- Membre du Centro Europeo di Studi su Umanesimo e Rinascimento Aragonese (CESURA).

- Membre de l'Association des historiens modernistes des universités françaises (Ahmuf).

5. Organisation de conférences, colloques et séminaires

2022-2023 –

- Coordinateur du cycle de conférences « Figures du politique au XVIe-XVIIe siècles », Collège Belgique, Académie royale de Belgique, Bruxelles, automne 2024 (cycle de quatre conférences avec Olivier Poncet, Chartes/EHESS, Anne Rousselet-Pimont, Paris-1 Panthéon-Sorbonne, Monique Weis, Luxembourg, Jean Sènié, CESR/Tours).

- Co-organisateur de la journée d'études « Anthropologie religieuse de la parole à l'époque moderne », Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire, Nancy, avril 2024 (avec Julien Léonard, CRULH/Lorraine, Monique Weis, Luxembourg, Paul-Alexis Mellet, Genève).

- Co-organisateur de la journée d'études « Figures politiques de la première modernité »,

Académie royale de Belgique, Bruxelles, 7 décembre 2023 (avec Jean Sènié, CESR/Tours et Nicolas Simon, Univ. Saint-Louis à Bruxelles/Académie royale de Belgique).

- Co-organisateur de la conférence-débat avec le prof. Jean-François Bayart (Global Institute, Genève) autour de son œuvre consacrée à l'histoire et l'anthropologie des États du XV^e au XXI^e siècles, Académie royale de Belgique, Bruxelles, 6 novembre 2023 (avec Manuel Cervera-Marzal, FNRS/Ulège).

- Co-organisateur de la journée d'étude « Rapporter au conseil, négocier en mission et convaincre en cour. La parole politique et diplomatique dans les arcanes du palais et les institutions du conseil et de la diplomatie du XV^e au XVII^e siècle en Europe », Centre d'études supérieures de la Renaissance, Tours, 13 octobre 2023 (avec Paul-Alexis Mellet, Genève, Monique Weis, Luxembourg, Jean Sènié, CESR/Tours).

- Co-organisateur de la journée annuelle de ModerNum, réseau des modernistes francophones de Belgique (Groupe de contact du F.R.S.-FNRS), « Crises, conflits et catastrophes à l'époque moderne », Bibliothèque royale de Belgique, 26 mai 2023, Bruxelles (avec le comité de pilotage de ModerNum).

- Co-organisateur du cycle de séminaires préparatoires au premier atelier de recherche du groupe d'anthropologie politique et religieuse de la parole à l'époque moderne consacré à la parole politique et diplomatique à l'époque moderne. Semestre de printemps 2023, distanciel.

- Co-organisateur de la conférence de Jean Sènié (université de Tours/CESR) « Les cardinaux d'Este au XVI^e siècle », groupe de contact du F.R.S.-FNRS « Modèles, échanges et réalisations artistiques (XV^e-XVI^e siècles) », université de Liège, 22 novembre 2022 (avec Laure Fagnart et Julien Régibeau, Liège).

- Co-organisateur du colloque international « En parlant, en écrivant. Complémentarité, concurrence et hybridation entre écrit et oralité dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles », deuxième rencontre du groupe international de recherche en Anthropologie politique et religieuse de la parole, Institut d'histoire, université du Luxembourg, 15-16 septembre 2022 (avec P.-A. Mellet et Monique Weis).

2021-2022 –

- Co-organisateur du panel « Faire corps : corps et métaphore du corps en politique, du 16^e au 18^e siècle », Sixièmes Journées d'histoire suisse, 29 juin-1^{er} juillet 2022, Genève (avec Marie Houllémare, Alice Rey).

- Organisateur de la formation « Sharing science results. A comprehensive approach (social networks, podcasts, short videos and micro-blogging) », The National Centre of Competence in Research, On The Move : The Migration-Mobility Nexus (NCCR), 4-5 juin 2022, Neuchâtel.

- Co-organisateur de la table-ronde RSA-Dublin 68^e session « The Most-Christian King's Crown during French Wars of Religion : traditions, debates and discrepancies », 30 mars-2 avril (avec P.-A. Mellet).

- Co-organisateur du colloque international « (Ab)jurer sa parole. Promettre la guerre et s'engager pour la paix dans l'Europe de la première modernité », première rencontre du

groupe international de recherche en Anthropologie politique et religieuse de la parole, Institut d'histoire de la réformation, Université de Genève, 16-18 février 2022, (avec P.-A. Mellet et M. Weis).

- Co-responsable de la digitalisation des Entretiens annuels d'Auxerre, édition 2021, « Oser rêver » (éditorial et réalisation d'interviews et de création multimédia en appui des panels thématiques).

2020-2021 –

- Organisateur de l'atelier de formation et de création « Médiation scientifique et culturelle en anthropologie politique. Vers la création d'un glossaire sonore des notions fondamentales », Institut d'ethnologie de l'université de Neuchâtel, 30 mars et 12 mai.

- Responsable de la digitalisation des Entretiens annuels d'Auxerre, édition 2020, « La démocratie a-t-elle encore un avenir ? » (Éditorial et réalisation de trente interviews en ligne, dont 20 podcasts et 10 vidéos).

2019-2020 –

- Co-organisateur des manifestations scientifiques suivantes : « Le gouvernement à distance en Europe au XVI^e- XVII^e siècles » (Rendez-vous de l'histoire de Blois, 2020).

- Co-organisateur avec Florence Bistagne (MCF, Avignon) du colloque international « Minorités, migrations, mondialisation, Méditerranée, XIV^e-XVI^e siècles » (février 2020, Avignon Université).

- Responsable de la formation « Atelier des doctorants d'histoire contemporaine. Web-radio, production de podcasts et diffusion des savoirs disciplinaires », Conférence universitaire de Suisse occidentale, 7-8 novembre 2019, Neuchâtel.

2018-2019 –

- Responsable du séminaire « Les Savants et les Politiques » pour le CEDRE-PSL et l'université de Neuchâtel (deux cycles annuels de rencontres, 8 séances de séminaires, 50 à 200 participants en moyenne).

- Co-organisateur du séminaire « La République européenne des bureaux. Une histoire documentaire des pouvoirs dans l'Europe moderne, XV^e-XVIII^e siècles », Centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes (6 séances dont une table-ronde introductive).

- Responsable de la réalisation de capsules dans le cadre du colloque « Passé refoulé ou avenir désirable ? Le tirage au sort en politique », Institut historique allemand, universités de Neuchâtel et de Lausanne, (30 janvier 2019, Paris).

2016 –

- Commissaire de l'exposition « La Plaine Saint-Denis. Territoires, mémoires et prospectives », exposition d'histoire de l'urbanisme (avril 2016).

2014-2015 –

- Co-organisateur de la journée d'étude des doctorants : « La matérialité de l'échange dans les réseaux de correspondance (Périodes moderne et contemporaine) », Centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes, (mars 2015, Paris).
- Commissaire de l'exposition *Sombra Viva* à l'Académie de France à Madrid, en collaboration avec Camille Benarab-Lopez et Fabien Léaustic, boursiers artistiques de la Casa de Velázquez, octobre 2014.
- Co-organisateur de la journée d'étude des doctorants : « L'écrit aux mains du pouvoir. Fabrication, diffusion et conservation de l'écrit politique (XV^e-XXI^e siècles) », Centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes (mai 2014, Paris).

6. Prix, distinction et bourses

- 2021 (automne) – Subsidés en vue de la publication d'une monographie scientifique (bourse du Fonds général de l'université de Genève, bourse de la commission des publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Neuchâtel, bourse de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, bourse du centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes).
- 2021 (automne) – Bourse de Rhénanie-Palatinat pour l'écriture d'un projet de recherche (dépôt MSCA-ERC, Humboldt-Foundation, octobre 2022).
- 2018 (6 décembre) – Conférencier-invité de la conférence annuelle de la Société de l'histoire de France, (Archives nationales, Paris).
- 2015 (juin) – *Fellow* de la Newberry Library de Chicago. Bourse de séjour de \$ 2 500 pour la réalisation d'un projet de recherche sur l'histoire matérielle et culturelle des secrétaires dans l'Europe méridionale à travers les libelles, pamphlets et manuels conservés dans les collections spéciales.
- 2014 (automne) – Boursier scientifique (Casa de Velázquez, Madrid).

7. Projets de recherche financés

2022-2025 – Chercheur post-doctorant du Fonds national de la recherche (Belgique). Professeurs promoteurs : Alain Marchandise (histoire, université de Liège/UR Transitions) et Ralph Dekoninck (histoire de l'art, université catholique de Louvain/GEMCA), Titre du projet : « Médiatisation et objectivation du pouvoir. La représentation des administrateurs de l'écrit politique (France, Pays-Bas espagnols. Vers 1540-vers 1650) » (concours international).

2016-2017 – Projet de recherche centré sur l'histoire matérielle des transferts de savoirs politiques et de modèles administratifs entre France, Flandres, Angleterre et Espagne au second XVI^e-premier XVII^e siècles (Casa de Velázquez, Madrid, concours international).

2013-2016 – Réalisation d'une thèse de doctorat avec monitorat d'enseignement (École nationale des chartes, concours international).

8. Projets de recherche écrits et co-écrits

Avril 2022 - Encouragements de projets du Fonds national suisse de la recherche. Professeur requérant : Paul-Alexis Mellet (histoire, Genève). Titre du projet : « Bibliothèques et sources des théories monarchomaques dans l'Europe réformée » (1560-1630) ».

Janvier 2022 - Chargé de recherche CNRS, Titre du projet : « Le spectacle des arcanes. Images, pouvoirs et administrations de la première modernité en Europe », laboratoire de soutien : Centre d'études supérieures de la Renaissance (UMR 7323), Centre Roland-Mousnier (UMR 8596).

Avril 2021 - Encouragements de projets du Fonds national suisse de la recherche. Professeur requérant : Paul-Alexis Mellet (histoire, Genève). Titre du projet : « Le vrai du faux. Les instruments du faux dans les conflits mémoriels aux Pays-Bas, en France et dans les cantons et villes suisses, 1520-1650 ».

Janvier 2021 - Chercheur post-doctorant du Fonds national de la recherche (Belgique). Professeurs promoteurs : Alain Marchandise (histoire, Liège) et Ralph Dekoninck (histoire de l'art, Louvain), Titre du projet : « Médiatisation et objectivation du pouvoir. La représentation des administrateurs de l'écrit politique (France, Flandres, Espagne. Vers 1540-vers 1650) ».

Avril et Octobre 2020 - Encouragements de projets du Fonds national suisse de la recherche. Professeur requérant : Paul-Alexis Mellet (histoire, Genève). Titre du projet : « Protestation, négociation et mépris du monde. L'engagement des juristes théologiens réformés pour les « droits humains » (1560-1640) ».

Novembre 2018 - Maîtrise de conférences à l'EHESS. Titre du projet : « Histoire politique de la première modernité. Acteurs, structures et cultures administratives (Europe, XV^e-XVII^e siècles) ».

Janvier 2019 - Appels à projet Émergences (Ville de Paris) : avec Olivier Christin, (histoire, EPHE). Titre du projet : « La circulation internationale des idées républicaines : histoire et enjeux ».

Avril 2018 - Post-doctorant LabEx HASTEC. Promoteur : Olivier Christin (histoire, EPHE) ; Directeur du laboratoire d'accueil : Sylvio de Franceschi (histoire, LEM-EPHE). Titre du projet : « Les manifestations iconographiques d'une évidence d'État. Secrétaires, administrateurs et conseillers. Royaumes de France, d'Espagne et d'Angleterre, vers 1550-vers 1620) ».

Février 2018 - Bourse Focillon (histoire de l'art) de séjour à Princeton University. Titre du projet : « Les administrateurs de l'écrit dans l'iconographie des XV^e-XVI^e siècles dans les Flandres, en Angleterre et en France ».

Janvier 2018 - Chercheur post-doctorant du Fonds national de la recherche (Belgique). Promoteurs : Alain Marchandise (histoire, Liège) et Monique Weis (histoire, ULB). Titre du projet : « Naissance et croissance fonctionnelle des pré-bureaucraties ouest-européennes : les manifestations iconographiques du pouvoir des administrateurs de l'écrit (France, Flandres, Angleterre. 1550-1620) ».

IV. Enseignements

2023 –

Annuel

Maître de conférences (Université de Liège)

« Critique histoire en histoire de la fin du Moyen Âge et du début de l'époque moderne »
Le cours de critique historique est un cours obligatoire des parcours Masters du Département des sciences historiques. Le cours annuel porte sur le thème suivant : « Les rencontres au sommet des souverains, princes et agents curiaux, du XIV^e au XVI^e siècles ». Le cours est donné en co-encadrement avec le prof. Alain Marchandise, maître de recherches du F.R.S.-FNRS. Il s'agit de donner des cadres historiographiques rigoureux sur la période et le thème retenu, thème dans lequel les étudiants inscrivent la rédaction de leurs travaux courts (Master 1^{re} année) et leurs mémoires de défense pour le diplôme de Master d'histoire délivré par la Faculté Philosophie et Lettres de l'université. Les étudiants sont accompagnés pas à pas dans l'apprentissage et la mise en œuvre de la méthodologie spécifique de recherche pour la période, plusieurs stages hors-les-murs sont organisés, aux Archives de l'État, dans les musées de la région mais aussi à la Bibliothèque royale de Belgique pour permettre de mettre en œuvre et mobiliser les compétences apprises en cours.

Nombre d'heures enseignées : 60 h ; Effectif : 10-20 étudiant·e·s (niveau : Master)

2021-2022 –

Semestre de printemps 2021-2022

Chargé d'enseignement (Université de Neuchâtel)

« Image et communication »

Les objectifs de cet enseignement reposent sur l'analyse des stratégies de communication visuelle, par l'image (détournée, accablante, fausse, forgée) des groupes sociaux radicaux, des Gilets Jaunes en France en 2018-2020 aux partisans de Donald Trump lors de la campagne présidentielle américaine en passant par les images tournées par les militants de la cause animale dans les infrastructures de l'industrie agro-alimentaire. En analysant sur pièces les processus d'élaboration et de diffusion de ces images de combat, les étudiant·e·s sont invités à réfléchir sur les usages communicationnels de l'image, dans des contextes de crises socio-politiques et environnementale. Après un premier apport sur la théorie de l'acte d'image, les étudiant·e·s sont invités à créer un corpus fonctionnel d'images soigneusement sélectionnées et étiquetées, formant ainsi une base de données d'images aux statuts clairement identifiés. À partir de cette base de données, les étudiant·e·s rédigent de courtes notices pour chacune des images et constituent des dossiers thématiques associant des stratégies visuelles liées ressortissant de contextes sociaux, politiques, linguistiques et géographiques pourtant divers. Cet exercice devrait établir les similarités et les dissemblances des groupes d'opposition dans un contexte de mondialisation des stratégies visuelles. La base de données, ses notices ainsi que les présentations des dossiers thématiques seront déposées en bonne forme sur le site de l'Institut des sciences de la communication et de la cognition dans un espace dédié.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 55 étudiant·e·s (niveau : Bachelor [équivalent L1-L3])

Semestre d'automne 2021-2022

Chargé de cours (Université de Genève)

« Anthropologie politique de la parole à l'époque moderne »

Ce séminaire de master explore le paradoxe suivant : comment les autorités publiques mobilisent théories et techniques afin de conserver le mystère de la forge de la parole souveraine dans les arcanes de l'État tout en saturant l'espace public et politique de discours d'État et de discours sur l'État, en régime de crises politiques, et ce dans un rapport concurrentiel à la prise de parole et à la participation politique avec les corps, les communautés, les princes et partis réformés et révoltés, les puissances alliées et adverses. La plus nette séparation, au sein des autorités publiques, du couple fonctionnel Gouvernement du roi – Administration de l'État, semble être une voie de résolution des effets de ce paradoxe. Nous l'analysons sur pièces et à toutes les échelles, de la salle du conseil au bureau des secrétaires, des cérémonies urbaines de l'information au moment de colloques, de négociations et de prises d'armes. Deux activités principales sont proposées aux étudiant·e·s dans le troisième tiers du semestre : la construction d'une base de données iconographiques via l'outil HEURIST et son dépôt sur un serveur Huma-Num d'une part ; la transcription puis l'édition bilingue de la relation du renouvellement d'alliance entre Henri IV et les ambassadeurs des cantons suisses en 1602. Cette édition collaborative est actuellement encodée pour être déployée sur le site du département d'histoire générale ainsi que sur le carnet Hypothèses.org du groupe de recherche en Anthropologie de la parole, comme c'est également le cas pour la base de données iconographiques.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 12 étudiant·e·s (niveau Master)

« Introduction aux études d'histoire, méthodologie »

Ce séminaire est conçu comme une initiation aux études d'histoire, initiation historiographique et méthodologique, dans le volet spécifique de l'histoire moderne, de ses questionnements et de ses sources, de ses méthodes spécifiques d'enquête et dans son écriture. Les modules de méthodologie générale sont propices au travail de groupes et à la découverte, *in situ*, du patrimoine culturel et scientifique genevois et de Suisse occidentale. Les étudiant·e·s apprennent les méthodes de la recension en histoire, de la recherche bibliographique (notamment en salle de lecture de la Bibliothèque générale), de la critique des sources et de l'exposé à l'oral et à l'écrit. Les groupes de travail exposent en fin de semestre un commentaire critique d'une source de l'époque moderne et composent ensuite un dossier illustré qui fait état de la reprise méthodologique et scientifique faite en séance.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 25 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

« De l'archive à la construction de l'objet : enjeux et pratiques de la recherche en histoire moderne (atelier des mémorant·e·s BA et MA) ».

Encadré par l'ensemble des enseignant·e·s de l'unité d'histoire moderne, ce séminaire de recherche est consacré à la préparation des mémoires de bachelor et de master. À la lecture de travaux historiographiques (monographies, articles, etc.) nécessaires à cadrer les recherches en cours, s'ajoutent les exercices concrets indispensables à la réussite du mémoire : repérage, choix et dépouillement du corpus des sources manuscrites,

imprimées ou iconographiques, construction de la problématique et du questionnaire, mise en forme du sommaire, maîtrise de l'appareil critique (notes, bibliographie des sources et de travaux sélectionnés), mise en sens des documents, écriture (introduction, chapitre, conclusions), édition des sources. Dans le cadre de ce programme, les participant·e·s au séminaire sont amené·e·s à présenter régulièrement l'avancement de leur recherche pour une discussion collective. L'évaluation du séminaire est liée à celle du travail rendu lors de sa soutenance orale.

Nombre d'heures enseignées : 8 h ; Effectifs variables en fonction des séances (niveau Bachelor/Master)

Chargé de cours magistral de concours (Université de Franche-Comté)

« États, pouvoirs et contestations. Monarchies française et britannique et leurs possessions coloniales, v. 1640 – v. 1780 ».

Préparation de la question de concours de l'agrégation interne d'histoire-géographie. Les préparateurs sont pour la plupart en poste dans le second degré. Ainsi, il s'agit de donner rapidement des cadres méthodologiques, chronologiques et scientifiques afin de leur permettre de travailler dans les meilleures conditions ce vaste programme pour les épreuves du début 2022. Le semestre s'est organisé autour de cinq séances de trois heures et d'examens oraux de six heures. En marge des séances, les tâches furent les suivantes : fourniture régulières d'exempliers en amont des séances, correction du concours blanc, accompagnement individuel au moyen de permanences sur Zoom.

Nombre d'heures enseignées : 21 h ; Effectif : 20 étudiant·e·s (niveau concours de l'enseignement)

Semestre de printemps 2020-2021

Chargé d'enseignement (Université de Neuchâtel)

« L'empire de Charles Quint et de Philippe II. L'expansion d'un système de puissance. Savoirs et pouvoirs d'un système-monde »

Ce séminaire vient compléter l'offre de cours de l'Institut d'histoire, notamment sur les mondes extra-européens et les possessions des couronnes espagnoles, en particulier dans les Flandres, en faisant le lien avec l'Institut d'étude romanes de l'université. Les séances sont thématiques et permettent de couvrir tous les champs de l'histoire politique, religieuse, économique et sociale des couronnes espagnoles sous les règnes de Charles V et de Philippe II. Plusieurs sources d'études sont proposées en espagnol et les travaux d'étudiants peuvent être rédigés dans cette langue. Quelques séances sont consacrées à l'histoire des représentations et à la paléographie espagnole du XVI^e siècle.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 12 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

« Séminaire en histoire médiévale : Paléographie des sources du Moyen Âge et de la Renaissance. Sources et problèmes »

Ce séminaire vient en appui du séminaire d'archivistique donné au semestre d'automne par l'archiviste cantonal de Neuchâtel. Il vise à renforcer l'offre de formation en sciences documentaires et préparer les étudiants aux masters locaux (histoire des collections, sciences historiques, conservation et Haute école pédagogique) et au master d'archivistique bilingue proposé par l'université de Berne. Le lien entre l'université et les Archives d'Etat de Neuchâtel s'en trouve ainsi renforcé et matérialisé

par une visite et une découverte des fonds par les étudiant·e·s du séminaire. La validation du séminaire intervient par l'édition complète d'une source, de son identification catalogue à la livraison d'un dossier documentaire comprenant un commentaire diplomatique, un commentaire historique, une transcription puis une édition de la source.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectifs : 15 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

Chargé d'enseignement (Université de Genève)

« De science experte. Les pré-bureaucraties et la résolution des conflits à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècles, Europe et empires coloniaux) ».

Le séminaire porte sur l'analyse des techniques et des théories des institutions de l'époque moderne dans les autorités publiques ouest-européennes. Sont décrits et analysés les contours du phénomène pré-bureaucratique né des conflits confessionnels du XVI^e s. L'hypothèse qui guide les travaux du séminaire de master est la suivante : on assiste à une accélération du développement et de la surface sociopolitique des administrations pré-bureaucratiques en période de conflit(s), l'État se structurant et s'armant technologiquement et théoriquement en réponse aux régimes de crise successifs qu'il traverse et/ou qu'il provoque.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectifs : 15 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

« De l'archive à la construction de l'objet : enjeux et pratiques de la recherche en histoire moderne (atelier des mémorant·e·s BA et MA) ».

Encadré par l'ensemble des enseignant·e·s de l'unité d'histoire moderne, ce séminaire de recherche est consacré à la préparation des mémoires de bachelor et de master. À la lecture de travaux historiographiques (monographies, articles, etc.) nécessaires à cadrer les recherches en cours, s'ajoutent les exercices concrets indispensables à la réussite du mémoire : repérage, choix et dépouillement du corpus des sources manuscrites, imprimées ou iconographiques, construction de la problématique et du questionnaire, mise en forme du sommaire, maîtrise de l'appareil critique (notes, bibliographie des sources et de travaux sélectionnés), mise en sens des documents, écriture (introduction, chapitre, conclusions), édition des sources. Dans le cadre de ce programme, les participant·e·s au séminaire sont amené·e·s à présenter régulièrement l'avancement de leur recherche pour une discussion collective. L'évaluation du séminaire est liée à celle du travail rendu lors de sa soutenance orale.

Nombre d'heures enseignées : 8 h ; Effectifs variables en fonction des séances (niveau Bachelor/Master)

Semestre d'automne 2020-2021

Chargé d'enseignement (Université de Genève)

« Affronter les crises politiques : acteurs, technologies, théories (Europe, XVI^e-XVIII^e s.) »

Ce séminaire s'inscrit à la croisée de la sociologie des crises politiques et de l'histoire et de la culture des conflits. La perspective adoptée est celle d'une étude des crises des XVI^e-XVIII^e s. comme moments fondateurs de la modernité politique. Après une introduction sur les sources et les méthodes de l'analyse des conflits, le séminaire est organisé par études de cas spécifique sur un évènement, une notion ou un problème lié aux développements récents de l'historiographie. Deux notions focales sont particulièrement discutées afin d'en éprouver les résultats : la notion de pré-

bureaucratie de la première modernité, afin de faire remonter la chronologie de la naissance des sciences camérales à la fin des guerres de Religion ; les théories du contrat, de la résistance et du bon gouvernement, dans une perspective plus spécifiquement helvétique aux XVI^e-premier XVII^e siècles.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 25 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

« Les experts : une archéologie du savoir. Savoirs marchands, savoirs politiques et savoirs savants (Europe, Nouvelle-Espagne, XVI^e-XVIII^e s.) »,

Ce séminaire questionne la notion d'experts et d'expertise à l'époque moderne et l'hybridation entre les différentes formes de savoirs à usage des autorités publiques dans la forge d'une gouvernementalité moderne. Plusieurs chantiers de recherche sont travaillés en cours à l'aide de publications d'articles ou d'ouvrages récents que les étudiant·e·s sont invité·e·s à présenter lors des séances. Les thèmes retenus sont les suivants : la colonisation du savoir et l'usage des plantes médicinales, les arts techniques de la guerre lors de la révolution militaire, la naissance des sciences camérales et des sciences de l'État, la naissance du sujet révolutionnaire, les arts urbains de gouvernement, etc.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 15 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

« De l'archive à la construction de l'objet : enjeux et pratiques de la recherche en histoire moderne (atelier des mémorant·e·s BA et MA) ».

Encadré par l'ensemble des enseignant·e·s de l'unité d'histoire moderne, ce séminaire de recherche est consacré à la préparation des mémoires de bachelor et de master. À la lecture de travaux historiographiques (monographies, articles, etc.) nécessaires à cadrer les recherches en cours, s'ajoutent les exercices concrets indispensables à la réussite du mémoire : repérage, choix et dépouillement du corpus des sources manuscrites, imprimées ou iconographiques, construction de la problématique et du questionnaire, mise en forme du sommaire, maîtrise de l'appareil critique (notes, bibliographie des sources et de travaux sélectionnés), mise en sens des documents, écriture (introduction, chapitre, conclusions), édition des sources. Dans le cadre de ce programme, les participant·e·s au séminaire sont amené·e·s à présenter régulièrement l'avancement de leur recherche pour une discussion collective. L'évaluation du séminaire est liée à celle du travail rendu lors de sa soutenance orale.

Nombre d'heures enseignées : 8 h ; Effectifs variables en fonction des séances (niveau Bachelor/Master)

Semestre de printemps 2019-2020

Chargé d'enseignement (Université de Neuchâtel)

« Approches et méthodes : histoire et sciences sociales » (séminaire donné en collaboration)

En 1995, la célèbre revue des *Annales* changeait son sous-titre, passant d'*Économies, sociétés, civilisations* (Annales ESC) à *Histoire Sciences sociales* (Annales HSS), en souhaitant par là souligner le tournant méthodologique qui s'accomplissait alors au sein des sciences historiques dans le dialogue croissant avec les sciences sociales. Vingt ans plus tard, ce séminaire a pour objectif de décrire la réalité de ce tournant, ses enjeux et ses acteurs, mais aussi certaines de ses limites. Il invitera donc à réfléchir sur certains débats particuliers autour des notions de critique, de réflexivité, de comparatisme et d'échelles de comparaison, de description participative ou objectivante, de genre.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 10 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

« Paléographie et archivistique du Moyen Âge et de la Renaissance ».

Ce séminaire vient en appui du séminaire d'archivistique donné au semestre d'automne par l'archiviste cantonal de Neuchâtel. Il vise à renforcer l'offre de formation en sciences documentaires et préparer les étudiants aux masters locaux (histoire des collections, sciences historiques, conservation et Haute école pédagogique) et au master d'archivistique bilingue proposé par l'université de Berne. Le lien entre l'université et les Archives d'État de Neuchâtel s'en trouve ainsi renforcé et matérialisé par une visite et une découverte des fonds par les étudiants·e·s du séminaire. La validation du séminaire intervient par l'édition complète d'une source, de son identification catalogue à la livraison d'un dossier documentaire comprenant un commentaire diplomatique, un commentaire historique, une transcription puis une édition de la source.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 15 étudiant·e·s (niveau Bachelor)

Semestre d'automne 2019-2020

Chargé d'enseignement (Université de Fribourg)

« Paléographie et archivistique de l'époque moderne »

Ce séminaire méthodologique est donné pour partie à l'université de Fribourg et pour partie aux Archives d'État de Fribourg. La dimension archivistique est fortement représentée grâce à cette collaboration inédite et à l'appui des conservateurs des AEF. Après trois séances introductives qui présentent les méthodes et les outils de la paléographie (française, italienne et espagnole), nous nous déplaçons aux archives pour une première découverte des fonds, en nous centrant notamment sur deux fonds spécifiques : Les lettres de France, les papiers de France. Ces deux fonds sont ceux que les étudiant·e·s doivent décrire dans un dossier documentaire avant que de choisir une source spécifique et d'en faire le commentaire historique, le commentaire diplomatique, d'en donner la transcription puis de l'éditer. Les deux dernières séances sont l'objet d'une initiation aux humanités numériques, à la transcription collaboratives, aux techniques OCR et à l'encodage des textes édités.

Nombre d'heures enseignées : 28h ; Effectif : 15 étudiant.e.s (niveau Bachelor et Master)

2019-2019 – Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université de Tours)

« La France du second XVI^e siècle : une histoire politique et religieuse » (Licence 2, TD)

Travaux dirigés dans la continuité du cours de Florence Alazard. Le cours explore les principales problématiques des guerres de Religion en France, des causes de leur déclenchement à leur provisoire résolution par l'édit de Nantes de 1598. Les travaux dirigés viennent en appui des apports scientifiques du cours magistral afin de faire travailler et réfléchir les étudiant·e·s sur pièces en leur proposant d'apprendre la méthode du commentaire de documents historiques.

« La civilisation politique de la France d'Ancien Régime » (Licence 1, CM)

Le cours emprunte son titre au recueil d'articles de Michel Antoine paru en 1986. Cet

historien, éminent spécialiste des institutions et de l'histoire administrative du royaume de France à l'époque moderne, a profondément renouvelé notre perception des rapports de pouvoir qui s'établirent du XVI^e au XVIII^e siècle en France. Il convient de s'interroger, de manière thématique et sur pièces, sur les transformations des modes de gouvernement de la fin du Moyen Âge à l'apogée de l'absolutisme. Le début de l'époque moderne est marqué par un cycle de guerres de forte intensité et la fin de l'unité confessionnelle dans la Chrétienté. Ces nouveaux défis font voler en éclat le compromis de pouvoir né dans le creux du Moyen Âge central entre un roi pasteur et ses sujets. Dès lors, la monarchie doit innover et inventer de nouvelles formes de domination et actualiser le contrat entre le roi et ses sujets pour gouverner l'ensemble disparate de provinces et de droits où vivent bientôt 20 millions de Français. Pour découvrir cette histoire, nous explorons les manifestations de la gloire comme les grandeurs et les misères du service de l'État, sur la ligne de front des Flandres comme dans les arcanes du cabinet et du conseil. En quelques étapes, nous brossons l'évolution du travail de la monarchie sur elle-même des guerres de Religion du XVI^e siècle à la fin du règne de Louis XIV.

Global : Nombre d'heures enseignées : 192 h (service d'ATER) ; Effectifs TD : 30 étudiant·e·s, CM : 45 étudiant·e·s

Chargé de cours (Université de Paris-Nanterre, Université de la culture permanente)

« Le dur métier de roi. L'exercice du pouvoir, de la fin du XV^e à la fin du XVIII^e siècle en Europe »

Le cours s'inscrit dans le cadre de l'offre de formation de l'université de la culture permanente. Les liens acquis avec les collègues du département d'histoire de Nanterre et avec le service du développement durable et de la formation continue m'ont permis de poursuivre mes activités l'année suivant mon engagement en tant qu'ATER dans cette université. J'ai assuré, pendant un semestre, un cours d'introduction à l'histoire politique de l'époque moderne avec plus de 150 étudiant·e·s, pour la plupart en retraite et pour certain.e.s en reprise d'étude. Dans la perspective d'une introduction et d'une découverte de la période moderne, il s'est agi de brosser un panorama large et informée sur les grandes séquences chronologiques de la fin du XV^e à la fin du XVIII^e siècles, en opérant des focus sur des événements décisifs de l'histoire politique afin d'en déplier la trame et de les insérer dans des problématiques actuelles et contemporaines (la guerre civile, la désinformation, les effets des sauts technologiques tels que l'imprimé ou l'artillerie, l'histoire du genre, les études impériales et coloniales, l'histoire environnementale notamment).

Nombre d'heures enseignées : 24 h ; Effectifs : 150 étudiant·e·s ; (Niveau : université de la culture permanente).

2017-2018 – Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université de Paris-Nanterre)

« La France de la première modernité » (Licence 1, TD)

Travaux dirigés dans la continuité du cours de Laurence Croq. Ce cours est une introduction à l'histoire de la France de la première modernité. Au surplus d'une solide introduction méthodologique (commentaires de documents, critiques des sources et dissertation), l'objectif est de donner aux étudiant·e·s le cadre chronologique et les principales problématiques d'histoire politique et religieuse de la France aux XVI^e et

XVII^e siècles. L'arc chronologique s'ouvre avec la France du beau XVI^e siècle et s'achève avec la Fronde.

« Histoire des mondialisations, XVI^e-XVIII^e s. » (Licence 3, TD)

Travaux dirigés dans la continuité du cours d'Aliocha Maldavsky et de la prof. Sylvie Aprile. Les séances d'histoire moderne ouvrent le semestre avant six séances en histoire contemporaine assurées par un collègue. L'objectif, après une introduction théorique aux notions d'histoire connectée, d'histoire transnationale et d'histoire globale, est de procéder par études de cas à l'aide de dossiers documentaires travaillées par les étudiant·e·s de la licence d'humanités. La mention Histoire n'étant pas majoritaire dans l'effectif, chaque séance est l'occasion d'un point méthodologique sur le commentaire de sources variées. Le cheminement emprunte à la littérature scientifique récente et les séances ont par exemple pour principaux thèmes : la cartographie, une nouvelle vision du monde ; empires et circulations planétaires, l'exemple du commerce du tabac ; Traités négrières et sociétés esclavagistes.

« Villes en conflit. Révoltes, révolutions urbaines, XVI^e-XIX^e s. » (Licence 2, CM)

La thématique principale du cours réside dans l'analyse des villes comme enjeux et théâtres des conflits de l'époque moderne autant que laboratoires intellectuels, politiques et théoriques, d'une nouvelle gouvernamentalité. Le cheminement du cours est construit autour d'études de cas distribuées sur l'ensemble de l'arc chronologique, des guerres dans l'espace germanique et la péninsule italienne du premier XVI^e siècle aux révolutions atlantiques. Les apports de Michel Dobry et de sa sociologie des crises politiques guident les études de cas pour comprendre comment les émeutes et révoltes urbaines furent le chaudron d'une nouvelle gouvernamentalité urbaine et le creuset d'institutions et de théories nouvelles.

« Paléographie des sources de l'histoire moderne » (Master, TP)

Cours de paléographie française donné dans le cadre du master 1 d'histoire. Exercice de transcription et initiation à l'édition des sources de l'époque moderne. Initiation à l'archivistique et à l'utilisation des bases de données et des catalogues en ligne des dépôts patrimoniaux. La particularité de ce cours est qu'il est donné en comodalité, avec une présence importante d'étudiant·e·s à distance. Autre aspect innovant, l'utilisation d'un TNI pour la transcription des sources de l'époque moderne.

Global : Nombre d'heures enseignées : 192 h (service d'ATER) ; Effectifs TD : 30 étudiant·e·s par groupe ; Effectifs CM : 15 étudiant·e·s ; Effectifs TP Master : 10 étudiant·e·s en présentiel, 20 étudiant·e·s à distance.

2013-2016 – Moniteur d'enseignement (Sorbonne Université)

« Les chrétiens dans l'angoisse. La chrétienté face à l'éclatement confessionnel, XV^e-XVI^e s. » (Licence 2)

Travaux dirigés dans la continuité du cours du prof. Denis Crouzet. Les séances sont organisées sur deux semestres : le premier volet thématique porte sur les chrétiens dans l'angoisse, avec un focus sur l'histoire religieuse et culturelle des XV^e-premier XVI^e siècles quand le second volet réside dans l'étude des réactions différentielles des autorités publiques face à l'éclatement de l'unanimité confessionnelle au premier XVI^e siècle. Le second volet porte également davantage sur les répertoires d'action et

la violence des différents groupes confessionnelles, de la diffusion de la Réforme aux troubles religieux. Chaque séance est organisée selon une progression scientifique et méthodologique cohérente avec des activités d'analyse de dossiers documentaires proposées aux étudiant·e·s.

« L'empire de Charles Quint. L'expansion d'un système de puissance » ; « Société et pouvoirs sous le règne de Louis XIV » (Licence 2)

Travaux dirigés dans la continuité du cours du prof. Denis Crouzet. Les séances sont organisées de manière classique et en lien avec l'avancée du cours du professeur. Un des objectifs méthodologiques est de préparer les étudiant·e·s aux épreuves de commentaire des concours de l'enseignement. Les séances sont centrées à la fois sur la dimension territoriale de la monarchie catholique et de l'empire, son expansion, la défense du catholicisme et les persécutions religieuses mais aussi sur la nature du pouvoir de Charles Quint, le gouvernement de l'empire et les stratégies de la gloire déployées dans l'iconographie. Des lectures spécifiques, également proposées en espagnol, viennent en soutien à la découverte du programme et des sources à commenter lors de chaque séance.

« La France de Louis XIV. Bilan d'un règne : Aspects économiques, sociaux et culturels » (Licence 3)

Travaux dirigés dans la continuité du cours du prof. Lucien Bély. Les séances sont destinées à préparer les étudiant·e·s aux épreuves de commentaires des concours de l'enseignement. Ainsi, après une introduction à l'historiographie du règne, chaque séance thématique donne lieu à un ou deux exposés sur des sources variées, accompagnées d'une bibliographie précise. Les thèmes des séances permettent de couvrir l'ensemble des problématiques classiques de l'histoire économique, sociale et culturelle du règne ; voici quelques exemples d'intitulés de séance : L'État et les villes : la mise en ordre de l'économie et de la société urbaine ; Les campagnes et l'économie rurale ; Versailles et la société de cour ; L'éducation et l'apprentissage ; Hiérarchies et mobilités sociales ; La défense de l'orthodoxie religieuse.

Nombre d'heures enseignées : 64h par an (service de monitorat) ; niveaux : Licence 2, Licence 3. Effectifs variables (25 à 35 étudiant·e·s par groupe de TD).

2012-2013 – Chargé de cours, (ENS-Ulm, Sciences Po)

« Visions urbaines. Organisations et destructions des villes. Sociologie et histoire urbaines » (L/M)

Ce cours est proposé aux étudiant·e·s de Sciences Po Paris, collège ibéro-américain de Poitiers (semestre d'automne) ainsi qu'aux élèves et étudiant·e·s du département de géographie de l'ENS-Ulm (semestre de printemps). En douze séances de deux heures, les étudiant·e·s découvrent et analysent les travaux classiques qui fondent l'étude de la pensée urbaine et territoriale dans les divers espaces européens, ainsi que dans les autres espaces qui peuvent éclairer cet objet. Une place fondamentale est également donnée rendue aux débats d'actualité en sociologie et aménagement urbains. Après trois séances d'introduction et de cadrage, les formats des deux séminaires divergent : à Sciences Po, les étudiant·e·s sont invités à exposer des dossiers documentaires fortement liés aux questions de géographie et d'aménagement urbains (dans la perspective de leur intégration au sein du master « Stratégies territoriales et urbaines ») ; les élèves et étudiant·e·s du département de géographie bénéficient, quant

à eux, de la présence d'intervenant.e.s sur des questions davantage liées à l'histoire et au patrimoine urbains, à l'histoire des collections et à leur muséographie.

Nombre d'heures enseignées : 56 h ; effectif Sciences Po : 40 étudiant.e.s ; effectif ENS-Ulm : 20 étudiant.e.s

2009-2010 – Chargé de cours (ENS-Ulm, école d'été)

« Récits, structures et représentations de l'histoire et de son écriture ».

Chargé du cours d'histoire de la première édition de l'école d'été de l'ENS. Ce cours s'inscrit dans une préparation plus large aux humanités pour un public essentiellement composé d'étudiant.e.s étranger.e.s et pour une large part non francophones. Le cours propose une introduction générale aux études d'histoire et à l'historiographie francophone, notamment dans la perspective de la préparation des concours de la filière de sélection internationale et du recrutement sur concours des pensionnaires étrangers. Organisé en douze séances de deux heures, le cheminement est organisé de la façon suivante : introduction aux études d'histoire, les écoles historiques francophones (XIX^e-XXI^e s.), les méthodes et les outils de l'histoire, quatre études de cas sur des objets majeurs de l'historiographie francophone, deux séances de questions et de remédiation sur documents.

Nombre d'heures enseignées : 28 h ; Effectif : 40 étudiant.e.s

2009-2013 – Professeur d'histoire-géographie de l'enseignement secondaire public français (zones de remplacement de Bobigny, Val d'Oise Ouest, Val d'Oise Est).

Après l'année de stage, effectuée en responsabilité en 4^e au Collège Gustave Courbet de Romainville (93) et en accompagnement au Lycée René Cassin de Noisiel (77), j'ai été affecté dans l'académie de Versailles comme titulaire sur zone de remplacement dans la zone du Val d'Oise Est et la zone du Val d'Oise Ouest. Cette année de néo-titulaire m'a permis d'enseigner à tous les niveaux du collège. Une de mes classes en responsabilité était composée pour partie d'élèves allophones nouveaux arrivants et d'élèves en situation de handicap. J'ai dû apprendre rapidement comment répondre à ces défis particuliers, en collaborant avec des AESH. De retour dans l'académie de Créteil, j'ai été affecté sur la zone de remplacement de Bobigny (zone unique du département de Seine-Saint-Denis). J'ai eu en responsabilité des classes de collège et de lycée. J'ai été deux ans de suite coordinateur de la discipline histoire-géographie au collège et professeur principal en classe de 3^e, en charge notamment des stages de découverte en entreprise et de l'orientation dans le cycle supérieur. De la première rentrée en qualité de stagiaire (2009) et ma dernière année de titulaire avant mise en disponibilité, les programmes scolaires d'histoire-géographie ont tous été remaniés. Ces profondes transformations, liées notamment à la pédagogie par compétences, ont été l'occasion de me former avec mes collègues à des techniques pédagogiques innovantes (classe inversée, pédagogie par groupes de besoin, progression par compétences et par études de cas). J'ai également préparé mes élèves de lycée aux épreuves du baccalauréat (épreuves anticipées d'histoire-géographie en STI2D) et été examinateur à l'écrit comme à l'oral des épreuves nationales du brevet et du baccalauréat. Enfin, les établissements de la REP 93 où je suis intervenu étaient au bénéfice de fonds dédiés politiques de la ville et de fonds européens. Ainsi, j'ai pu participer à l'encadrement de projets culturels et patrimoniaux au long cours (avec notamment le Palais de Tokyo, pour un cycle de dix visites thématiques, le Musée national de la Renaissance ou encore l'implantation d'ateliers culturels à Aubervilliers,

au lycée Le Corbusier et au collège Jean Moulin).

Nombre d'heures enseignées : service moyen de 21 h durant 36 semaines [service de stage de fonctionnaire-stagiaire de 8 h durant 36 semaines] ; effectifs variables (25 à 35 élèves) ; Niveaux : 6^e, 5^e, 4^e, 3^e, 2^{de} générale, 1^{re} Sciences et techniques de l'ingénieur, [T^{le} et Classes de BTS : six ateliers culturels de deux heures consacrés à la découverte des archives, du patrimoine et de l'architecture ; visite de la BnF et de l'École supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine].

V. Résultats de recherche

N.B. : Les résultats de recherches se trouvent sur le dépôt institutionnel ORBI/ULiège, conformément à la législation de la Fédération Wallonie-Bruxelles [*décret 603 (2017-2018) n° 1371, visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (Open Access)*] : [Consulter les résultats](#).

A. Publications

1. Monographies

L'État à la lettre. Écrit politique et société administrative en France durant les guerres de religion (vers 1560 – vers 1620), Ceyzérieu, Champ Vallon (coll. « Époques »), 2022, 386 p.

L'ouvrage est une relecture inédite de l'histoire politique des guerres de Religion. En suivant la trace, dans une foisonnante documentation d'archives, des secrétaires des bureaux centraux de la monarchie des derniers Valois et du premier Bourbon, il montre comment ce conflit civil puis européen de haute intensité fut le chaudron d'une nouvelle gouvernabilité. Ainsi, l'apport de la sociologie des crises politiques et de l'anthropologie de l'écriture viennent irriguer le renouvellement d'une histoire administrative et institutionnelle du royaume de France lors de la première Modernité. Secrétaires de la main, espions, transfuges, et grands officiers sont les premières cibles d'enquêtes afin de montrer comment les groupes élitaires, essentiellement marchands, du premier XVI^e siècle ont réussi leur insertion dans la sphère de pouvoir des rois de France, liant leurs intérêts à ceux de l'État royal. Le premier XVII^e siècle et la monarchie administrative qui se met en place sous les deux cardinaux-ministres et les grands commis de Louis XIV est ainsi relu comme le premier aboutissement d'un absolutisme né dans le sein des guerres civiles, de la contestation radicale de l'autorité, de l'invention des traditions administratives. Les hommes des bureaux des secrétaires d'État forment la pointe avancée de la société politique, contribuant à l'élargissement des domaines d'intervention de l'État et assurant, concrètement et quotidiennement, l'exercice de l'autorité dans et par l'écrit politique. Ce personnel d'un type nouveau forme alors une société administrative aux codes, aux usages et aux pratiques apparentés à ceux de leurs homologues européens, notamment espagnols et anglais, au gré de la progressive internationalisation des guerres de Religion. Le concept heuristique de république européenne des bureaux pose à nouveaux frais les problèmes des circulations transnationales des savoirs administratifs et des transferts de modèles de gouvernement entre puissance adverses et alliées. L'attention redoublée à la matérialité du travail des bureaux à l'échelle européenne confère à l'étude la dimension d'une histoire culturelle de l'État, ouverte et potentielle, centrée sur les jeux d'acteurs, d'échelles, la résolution des conflits, la négociation, la collaboration et les liens au sein des réseaux d'information. L'ouvrage s'insère en cela pleinement dans le renouvellement de l'histoire politique de

la première Modernité et contribue à poser un jalon dans la compréhension des guerres de Religion dans la trame de l'histoire politique du royaume de France à l'époque moderne.

L'exercice de l'État. Le voyage de Charles IX et de Catherine de Médicis (1564-1566), Paris, Presses universitaires de France, 2024 [accord ferme, contrat signé].

Pendant plus de deux ans, le roi de France Charles IX et sa mère, la reine et régente Catherine de Médicis, entreprennent un tour du royaume qui, d'étapes en haltes, d'entrées solennelles en séances parlementaires, vise à restaurer l'autorité, la légitimité et la souveraineté du souverain Valois tandis que les premières guerres de Religion embrasent la France. Les quelque quinze mille personnes suivant la cour vont parcourir près de quatre mille kilomètres, du 24 janvier 1564 au 1er mai 1566. Renouant avec l'antique chevauchée des empereurs germaniques et des rois francs, cette technique politique est également d'une redoutable modernité. Catherine de Médicis met ainsi en œuvre une pédagogie néo-platonicienne d'union des contraires et de restauration de la concorde où la personne du roi tient un rôle central, au-delà des luttes factionnelles du conseil à Paris. Il convient alors de faire sortir le jeune roi des structures héritées du compromis politique tardo-médiéval afin de le montrer à son peuple, le plus directement possible. Loi animée, fontaine de justice, mystagogue et psychopompe, Charles IX va sillonner le pays et rendre la justice, assister aux séances de ses parlements, rencontrer les princes naguère rétifs à son autorité, relever les privilèges et libertés de telle ou telle autorité publique locale ou provinciale. Ce que nous raconte cet événement, c'est le début d'un pari risqué, et in fine perdu : celui de la restauration de la concorde par l'incorporation de l'administration de l'État dans la sphère du gouvernement du roi. Cette incorporation visait à donner une force, une légitimité et une expertise redoublée au souverain Valois. C'est le contraire qui se produisit, l'autorité royale allant s'affaiblissant, dans la longue succession des guerres et des massacres, pour se fracasser au moment du régicide commis sur la personne sacrée d'Henri III. Nous nous proposons de déplier la trame longue de l'évènement dans un chapitre introductif, avant de faire éclater les points de vue en les thématisant, à nouveaux frais et après le livre érudit et original de Jean Boutier, Alain Dewerpe, Daniel Nordman. Notre propos vise à brosser le portrait d'un royaume au début des guerres civiles, continuées en guerres européennes, d'une exceptionnelle intensité. Ces points de vue thématiques seront incarnés et recourront aux sources contemporaines au voyage. Nous nous interrogerons sur la perception du tour de France par la diplomatie, vénitienne et anglaise, avant de donner la parole à un magistrat et à un justiciable des Grands Jours, puis d'entendre un magistrat protestant du corps de ville de la Rochelle. Montaigne, venant à la rencontre de la cour à Bordeaux, sera également sollicité, comme les négociateurs du traité avec l'Espagne à Bayonne. Nous pénétrerons dans les bureaux centraux de la monarchie, à Paris, pour comprendre comment l'administration servit de relais entre l'autorité itinérante et le quotidien de l'État. Enfin, les anciens protecteurs des affaires de France au concile de Trente, le cardinal de Lorraine en tête, comme les réformateurs Genevois, seront mobilisés pour comprendre les enjeux proprement religieux de la restauration de l'unité. Cette relecture de la bibliographie classique portant sur le tour de France royal vise un public moins spécialiste des problématiques de l'histoire moderne que le public du livre classique de Jean Boutier, Alain Dewerpe et Daniel Nordman. L'ouvrage est également plus court (environ 400 000 signes). J'ai recours à une narration polyphonique par chapitre s'appuyant sur une image d'entrée de chapitre. L'apparat de notes est plus léger que l'ouvrage classique cité.

2. Co-direction de volumes collectifs et de n° spéciaux de revues

Jérémy FERRER-BARTOMEU, Paul-Alexis MELLET (dir.), *La couronne comme institution politique aux temps des affrontements confessionnels en Europe, du XIV^e au XVII^e siècle*, numéro spécial de la revue *Réforme, Humanisme, Renaissance*, 97-2, décembre 2023.

Ce dossier émane d'une table-ronde transdisciplinaire organisée dans le cadre de la session annuelle de la Renaissance society of America (Dublin, printemps 2022). La problématique générale du dossier consiste dans l'analyse des discours juridiques, politiques et historiques employant et redéfinissant la Couronne de France en contexte de guerre civile et d'affrontements confessionnels. La complexité des enjeux qui traversent la période des guerres de Religion (1562-1598) n'a cessé de donner lieu à de nouvelles recherches et interprétations par la profusion d'écrits et débats à travers lesquels les camps adverses s'affrontent autant qu'avec leurs armes. Ainsi, aux théories contestant le pouvoir d'un seul, revisitant les fondements de la résistance légitime, répondent des idéologies redéfinissant le rôle d'une souveraineté raffermissée, seule garante de stabilité et de paix civile. Dès la mort de François II (1560), la question de la succession (et donc de la dévolution de la Couronne) se pose de manière critique (minorité de Charles IX, majorité déclarée en 1563). La mort brutale d'Henri III (1589) pose pour la première fois l'avènement d'un roi non-catholique, Henri III de Navarre. De ce fait, la Ligue catholique se refuse alors à reconnaître le nouveau souverain et désigne un « lieutenant-général de l'État et Couronne de France », Charles de Mayenne en l'absence temporaire d'un roi légitime. Cette situation inédite pose non seulement la question de la dévolution de la Couronne mais aussi celle d'une contradiction radicale des lois fondamentales entre elles (nationalité, catholicité). Quelle est la signification politique, religieuse et symbolique de cette contradiction ? La Couronne française est-elle comparable ou distincte de la Couronne du Christ et de la Couronne élective impériale ? Comment comprendre les évolutions des références théologiques aux motifs de la Couronne (des trois couronnes de Charles VIII à la devise d'Henri III, « Manet ultima coelo ») ? Dans quelle mesure les discussions sur la Couronne sont-elles liées aux questions de la souveraineté et du « bon prince chrétien » ? Comment les débats confessionnels sur les traditions de la succession héréditaire et de l'élection ancestrale modifient-ils sa signification ? Pour répondre à ces questions et explorer les pistes de recherche ainsi définies, les éditeurs du dossier propose de rassembler des contributions venues du droit et de l'histoire du droit, de l'histoire des idées et des discours, de l'histoire de l'art et des images, de la philosophie politique.

Florence BISTAGNE, Jérémy FERRER-BARTOMEU, Raphaële MOUREN (dir.), *Minorités, migrations, mondialisation en Méditerranée, XIV^e-XVI^e siècles*, Paris, Garnier (coll. « Rencontres »), 2022, 351 p.

Minorités, migrations, mondialisation sont des notions fonctionnelles récentes et relevant de disciplines diverses, mais qui permettent de penser, pour les périodes anciennes, et notamment au XV^e siècle, la construction et la représentation de l'identité dans de nouveaux espaces esthétiques, culturels et linguistiques. La publication des actes du colloque international d'Avignon (février 2020) permet ainsi de s'interroger sur la place des minorités, d'observer leurs pratiques, leurs espaces et leurs représentations dans un monde européen mouvant et multilingue, fracturé par les guerres d'Italie et en expansion. Il s'agit ainsi, non pas de traiter l'humanisme et la Renaissance comme un objet uniforme et fini, mais d'observer, à l'échelle transnationale du pourtour méditerranéen, la circulation des textes, des hommes et des idées, dans une période où se forment des théories et des pratiques qui vont évoluer dans des directions différentes, selon des

logiques nationales et régionales complexes. Qui plus est, dans cet espace géographique coexistent, à partir de 1501, les deux grandes monarchies nationales qui se disputent l'hégémonie politique et militaire sur l'Europe du XVI^e siècle. Cette confrontation va ainsi donner lieu à une circulation plus directe : manuscrits, imprimés, hommes circulent dans une logique de l'échange, parfois brutal, et de l'influence réciproque. Les enjeux politiques et sociaux des pratiques et de l'imaginaire des langues, notamment dans le passage de l'une à l'autre (dans la traduction, la diplomatie, les interactions juridiques ou commerciales) complètent avec profit les traditionnelles études des œuvres littéraires et de leurs enjeux linguistiques en contexte. On s'attache enfin tant aux synergies régionales qu'aux phénomènes d'antagonisme ou de rivalité (polémique, plagiat, interdiction, censure) autorisant l'analyse des contours d'une « littérature - monde » en amont des conceptions modernes de la littérature et des cultures nationales.

3. Contributions à des volumes collectifs

« Le secrétaire et son double. Images de l'administration et spectacle de la Majesté entre Flandres et France à la Renaissance », dans Paloma BRAVO (dir.), *Gagner ou fuir l'Espagne : écritures transfuges, écritures refuges à l'époque moderne*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 2023 [publication acceptée, attestation de la directrice de volume].

L'article du volume issu des séances du séminaire de Paloma Bravo entend réaliser une étude inédite de l'expression du travail des administrateurs de l'écrit politique dans l'iconographie des XVI^e-XVII^e s. en France et dans les Pays-Bas espagnols. Il propose une synthèse sur la lente croissance du phénomène pré-bureaucratique au sein de ces monarchies administratives et la production artistique où se révèlent la présence des activités d'écriture comme celle des administrateurs de l'écrit. Cette approche permet de saisir les phénomènes de rupture, de transfert de modèles et de continuités de part et d'autre des césures classiques que sont les changements de règnes, les basculements dynastiques, les moments de conflits et de paix. L'hypothèse de l'article est la suivante : les activités d'écriture et les administrateurs sont davantage représentés une fois que leur position socio-politique est fermement établie au sein des agencements de pouvoir. Les secrétaires des années 1540 sont des agents techniques, de tout premier plan, quand ceux des années 1650 sont de véritables ministres, premiers conseillers du prince. Or, on observe une polarisation dans la manière de les représenter : au début de la période, les secrétaires sont représentés comme des nobles, des courtisans tandis qu'à la fin de la période, ils sont à leur table de travail, les mains comme noircies de tenir la plume nuit et jour. C'est le paradoxe de cette forte polarisation dans la représentation qu'il convient d'interroger afin de restituer ce qu'est le discours que les monarchies administratives tiennent sur elles-mêmes au moment de ce changement majeur dans la manière d'exercer le pouvoir.

« Exceptions à la règle, autonomie des acteurs. Le pouvoir des bureaux de la monarchie française en période de dissensus politique (vers 1585 - vers 1595) », dans Jérémie FOA et Quentin DELUERMOZ (dir.), *Les épreuves de la guerre civile (XVI^e-XXI^e siècles)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2023, p. 297-322.

À l'instar de Chris Marker qui déclare dans *Le fond de l'air est rouge*, « On ne sait jamais ce qu'on filme », nous souhaitons proposer une relecture historique de cette phrase pour l'analyse des sources issues des guerres civiles de Religion dans la France du second XVI^e siècle : on ne sait jamais ce qu'on lit. Les fragments et les bribes éparses de la

documentation politique des guerres de religion, documents de la pratique, mémoires, écrits de justification, sources notariées, édits et projets de discours, dépêches diplomatiques et avis nous convainquent que cette assertion est vraie autant que problématique, que les sources doivent être prises pour les actes qu'elles réalisent plutôt que rangées dans des catégories diplomatiques figées. Dès lors, une intelligence de l'économie des moments de troubles que sont les guerres civiles de Religion, conçus comme une perturbation de l'ordre du monde, apparaît plus aisément pour ce qu'ils sont : une reconfiguration des cadres politiques, administratifs, sociaux et mentaux traditionnels. À la faveur de cette reconfiguration à marche forcée, plusieurs options politiques sont mises sur la table des négociations, des moments de paix et d'alliances. Ces options politiques, portées par des groupes distincts, apparaissent dans la documentation formée par les papiers d'État. Il semble alors utile de lier l'analyse de ces papiers et la trajectoire des individus et des groupes, la forme et l'extension des réseaux politiques et clientéaires. Dans ce moment politique qui s'étend du début de la Ligue aux premières victoires d'Henri IV pour la reconquête de son royaume, l'expérience de la guerre civile est ainsi entendue au sens de l'expérience institutionnelle que font les acteurs engagés dans le long conflit civil de Religion dans la France du second XVI^e siècle. Dans ce périmètre, nous forgeons l'hypothèse suivante pour guider l'analyse : comment se modifie pour résister, aux troubles, le cadre institutionnel hérité du compromis sociopolitique de la fin du Moyen Âge ?

« Servir le prince en secrétaire ou les allégeances multiples au temps des guerres du XVI^e siècle », dans Alain MARCHANDISSE, Gilles DOCQUIER (dir.), *Publications du Centre Européen d'Études Bourguignonnes, vol. 62, Rencontres de Bâle (16-19 septembre 2021)*, « Loyauté et trahison dans les pays bourguignons et voisins (XIV^e-XVI^e siècles) », Turnhout, Brepols, 2022, p. 167-187.

La contribution aux travaux du Centre européen des études bourguignonnes est une poursuite de l'étude du dossier de sources liés à Thomas Morgan, au service de l'Angleterre et de l'Espagne. Son arrestation et sa détention à Bruxelles à la fin de la décennie 1580 permet d'explorer quelles sont les identités prévalentes des agents transnationaux en période de guerre civile, aux motifs confessionnels et conséquences géopolitiques de grande ampleur. Formé dans l'administration ecclésiastique d'Exeter puis d'York, Morgan est un homme de l'écrit qui utilise ses compétences rares (utilisation des tables de chiffres, instrumentalisation des réseaux de correspondants) pour servir Philippe II, Élisabeth I^e, les archiducs des Pays-Bas, Marie Stuart ou encore le duc de Savoie. Au cours de ses missions, c'est bien ses compétences de secrétaire qui sont mises en avant, c'est-à-dire la mise en circulation de l'information politique autant que sa collecte, discrète et experte. Un point d'observation privilégié de sa carrière est son arrestation à Bruxelles le 12 février 1590, bien documentée par l'interrogatoire du prévôt général des armées de Philippe II au cours duquel Morgan manœuvre les hommes de l'audience général pour postuler de son insertion dans les réseaux du contre-espionnage catholique.

« Nations, confessions, professions. Les mondes de l'écrit politique au sein de la république européenne des bureaux à la fin du XVI^e siècle (France, Flandres, Angleterre) », dans Florence BISTAGNE, *ID.*, Raphaële MOUREN (dir.), *Minorités, migrations, mondialisation en Méditerranée, XIV^e-XVI^e siècles*, Paris, Garnier, 2022, p. 125-151.

Les mondes sociaux des professionnels de l'écrit sont une minorité dans les sociétés politiques de la fin de la Renaissance. Pourtant, nous nous interrogeons sur le gain de position de cette minorité à l'aune de sa mobilité fonctionnelle dans un espace transnational, celui des conflits intérieurs et extérieurs qui font suite à l'éclatement de l'unanimité confessionnelle en Europe au premier XVI^e siècle. Notre contribution propose d'explorer quelles sont les identités prévalentes et stratégiquement mises en avant par les acteurs en contexte de guerres civiles et de conflits géopolitiques de forte intensité à la fin de la Renaissance. Trois grands pôles identitaires se dégagent des dossiers de sources que nous mobilisons. De l'identité nationale, confessionnelle ou professionnelle, laquelle tient la première place dans la conduite et les stratégies déployées par les acteurs engagés dans une crise politique ? Il convient donc de débusquer comment les acteurs, en mobilité volontaire, régulière ou contrainte, choisissent prioritairement de se présenter, quelles ressources issues de quel pôle identitaire utilisent - ils alors, comment les autres acteurs, alliés ou oppositionnels, les perçoivent. En restituant les contradictions dans la présentation de soi, notamment au moment des épisodes de trahison, on peut également saisir de manière qualitative la perception par les acteurs eux-mêmes de ce jeu de navigation entre plusieurs pôles identitaires. L'utilisation de la complémentarité des ressources identitaires, fortement encouragée par les phénomènes de mobilité et de migration, peut enfin être relue sous l'angle des notions d'engagement et d'habitus. Cette réflexion permet d'entrer dans une autre histoire de l'État, des guerres de Religion et des conflits de la fin de la Renaissance, de redéfinir le périmètre des sociétés politiques ouest-européennes en conflit, d'appréhender l'histoire des transfuges, transferts et trahisons comme autant de vecteurs et d'occasions d'hybridation des modèles politiques de part et d'autre des frontières nationales et confessionnelles. En effet, des trois pôles identitaires cités, il apparaît à l'étude des dossiers que nous produisons que c'est bien l'identité professionnelle qui est celle qui revêt l'importance la plus grande, offrant des ressources stratégiques et programmatiques expertes pour dénouer les mille occasions de conflit qu'offre le temps mouvant de la guerre. Ainsi, à l'école de Michel Dobry et de son apport en sociologie des crises politiques, nous souhaitons relire le moment 1585-1605 comme celui de l'avènement de l'identité professionnelle, s'imposant sur les autres pôles identitaires jusqu'alors prévalents. Toutefois, notre réflexion ne congédie pas les autres pôles identitaires qui recouvrent une importance décisive à l'époque moderne et c'est pourquoi nous nous bornons à montrer qu'en situation de crise et de conflit, l'identité nationale comme l'identité confessionnelle sont également mobilisées pour s'arrimer solidement aux compétences professionnelles.

« Une culture politique du quotidien. La correspondance d'Henri, duc d'Anjou, lieutenant-général de Charles IX en direction des villes du royaume de France », dans Florence ALAZARD (éd.), *Correspondances urbaines. Les corps de ville et la circulation de l'information. Europe, XV^e-XVII^e siècles*, Turnhout, Brepols (Études Renaissance), 2020, p. 87-112.

L'article propose la mise en série des lettres du duc d'Anjou, futur Henri III, de 1567 à 1573, en direction des villes du royaume de France. La lettre est envisagée comme un lieu politique, de combat où raisons politique et administrative se mêlent. Le caractère infrastructurel de l'État des guerres de Religion – en suivant la plume de celui qui est lieutenant-général du royaume et donc en charge de la conduite des opérations militaires – est ici analysé au prisme de l'idéologie politico-religieuse des derniers souverains Valois, dans la veine des apports majeurs de l'œuvre de Denis Crouzet aux études du XVI^e siècle français. C'est à travers une analyse sérielle et lexicographique qu'on

débusque que le frère du roi se sert de ses prérogatives pour affirmer sa puissance et arrimer virtuellement dans ses lettres les entités que sont les villes au programme royal de gouvernement.

« Allusions, silences et ellipses. Le secret des correspondances politiques de Nicolas de Neufville, seigneur de Villeroy, secrétaire d'État (royaume de France - vers 1570 - vers 1595) », dans Sylvain ANDRE, Philippe CASTEJON et Sébastien MALAPRADE (éds), *Arcana Imperii. Gouverner par le secret dans l'Espagne moderne*, Paris, Les Indes savantes, 2019, p. 67-85.

Un des aspects centraux du travail des « bureaux » retient notre attention : il s'agit de la structuration d'intenses canaux d'informations pour relier ensemble de nombreux et nécessaires correspondants. L'analyse montre rapidement que cet objectif s'affronte à deux enjeux d'apparence contradictoire : comment transporter continûment l'information la plus fine et précise possible tout en la scellant aux nombreuses puissances et menées adverses ? Dès lors, quelles sont les techniques du secret identifiables dans la documentation politique, façonnées et maniées par les secrétaires d'État ? Quels discours les acteurs politiques tiennent-ils sur leurs pratiques visant à assurer la confidentialité des dépêches ? Quelle utilisation publique et politique est réservée à l'interception des papiers d'États de potentats ennemis ? Enfin, quelles sont les conséquences pour l'analyse historique des techniques raffinées du secret, de la pratique de l'oralité, de l'allusion, des silences nombreux qui piègent et tordent les séries de correspondances, constituant ainsi des obstacles majeurs à la reconstitution de l'économie générale des papiers d'État. Écumes des décisions, d'ensembles documentaires plus vastes mais détruits ou perdus, échos des murmures du cabinet royal et du chuchotement des « bureaux », les correspondances inquiètes de Villeroy invitent à une plongée dans une histoire potentielle et ouverte de l'État moderne. Partant, notre propos tentera de déterminer par hypothèses les principales raisons politiques et graphiques de ces nouveaux et nécessaires agents qui structurent les arcanes du pouvoir royal dont l'appareil administratif se pense et se vit hanté par un double sentiment obsidional : celui de la dissension interne et des guerres étrangères.

« Le tremblé des correspondances. Information, préparation et projection des décisions politiques dans les « bureaux » des secrétaires d'État sous le règne de Henri III », dans Thérèse BRU et Solène de LA FOREST D'ARMAILLE (éds), *Matière à écrire. Les échanges de correspondances du XVI^e au XIX^e siècles*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2017, p. 17-52.

Quels savoirs fondent en fait et en droit le pouvoir de l'écrit politique dans le contexte des troubles civils de religion ? Quelles instances sont chargées de la récollection experte des informations éparses, lacunaires et bruyantes qui parviennent des marges et du cœur du royaume, des potentats alliés et des nations ennemies ? Comment ces informations recueillies sont ensuite soigneusement lissées par le travail des « bureaux » de la monarchie valoisienne afin de fonder nombre de décisions politiques complexes, de les rendre efficaces et de limiter leurs implications néfastes ? Notre intervention propose d'opérer une plongée dans l'écheveau de correspondances inquiètes des secrétaires d'État du dernier souverain Valois du XVI^e siècle afin de déterminer les raisons politiques et graphiques de ces nouveaux et nécessaires agents gouvernementaux d'un royaume dont l'appareil administratif se pense et se vit hanté par un double sentiment obsidional : celui de la dissension interne et des guerres étrangères.

4. Articles dans des revues à comité de lecture

« La couronne comme institution, performance et processus politico-religieux », avec Paul-Alexis MELLET, revue *Réforme, Humanisme, Renaissance*, 97-2, décembre 2023 [accord ferme et lettre d'acceptation].

« Une journée particulière. Le renouvellement de l'alliance entre Henri IV et les ambassadeurs des Ligues suisses au sortir des guerres de Religion : recharge sacrale, traditions politiques et innovations diplomatiques dans le Bibl. nat. Fr., fr. 10717 », avec Christian MARTENS dans *Bibliothèque de l'école des chartes*, décembre 2023 [accord ferme et lettre d'acceptation].

L'article se compose d'une étude des négociations qui présidèrent, de Soleure à Paris, à la négociation du renouvellement de la paix entre la France et les Suisses, négociation qui se manifeste de manière grandiose par la réception des Suisses à Paris, le 20 octobre 1602, et une édition des *Mémoires véritables* qui font le récit du serment à Notre-Dame. Le texte a été préparé dans les bureaux du secrétaire d'État Villeroy. Saisi dans un ensemble documentaire bien plus vaste, le volume du fonds français 10717 permet de comprendre non seulement quelles sont les voies de sortie de guerre, de réduction à l'obéissance et de promotion de la majesté par le nouveau souverain Bourbon, mais aussi d'étudier le jeu diplomatique international renouvelé au début de la décennie 1600. Cette contribution dense (150 000 signes) est la première pierre d'un projet collectif consacré aux renouvellements de la paix de Fribourg de 1516 tout au long de l'époque moderne (le projet compte des archivistes suisses et français mais aussi des collègues des universités de Lausanne, Neuchâtel, Genève, Saint-Étienne et Tours).

« Spectacle des arcanes, manifestation d'une évidence d'État. L'écrit politique en représentation lors des crises politiques de la première modernité », *Parlement[s]*, 37-1, n° spécial *La construction de l'État monarchique en France de 1380 à 1715*, février 2023, p. 157-173.

Contribution au numéro spécial consacré à la question d'histoire médiévale et moderne mise au programme du concours du CAPES d'histoire-géographie. La contribution est axée autour du commentaire historique de deux représentations de l'État d'un même événement : la première cérémonie de l'ordre du Saint-Esprit, fondé par Henri III en 1578. La première représentation étudiée est la miniature de Guillaume Richardière, *Henri III présidant la première cérémonie de l'ordre du Saint Esprit*, 1587 (Musée Condé, Chantilly) ; la seconde, le dessin du sceau de l'ordre du Saint-Esprit contenu dans les papiers Clairambault (BNF, vol. 1111). Ces deux représentations permettent de faire le commentaire de la complémentarité, dans l'ordre de la représentation comme dans la théorie politique des années 1580, de la gloire du roi et de la permanence de l'État. Le sceau reprend certains éléments de la miniature pour les mettre particulièrement en valeur. La miniature est le seul témoignage subsistant du livre des cérémonies de l'ordre, à l'entrée duquel se trouve cette représentation, et du tableau, figurant la même scène, placé derrière le maître-autel de l'église des cordeliers à Paris, siège des messes du Saint-Esprit célébrées pour les cérémonies de l'ordre. Le dialogue de ces deux images informe donc sur le gouvernement monarchique en guerre civile, de 1578, date de la scène représentée, à 1587, date de sa réalisation, à la veille de la destruction, par les ligueurs parisiens, du tableau situé dans l'église du couvent des cordeliers.

« Saisir Villeroy. Les secrétaires d'État des guerres de Religion, administrateurs de la radicalité et des crises politiques », dans *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, 2019-2 [sous presse].

Le texte de la conférence donnée lors de la réunion annuelle de la Société de l'histoire de France revient sur une dimension importante de mes recherches : les notions d'institution-personne et d'individu-collectif, popularisées récemment par les travaux de Paolo Prodi. Ces notions, lors de la conférence, sont appliquées à la personne, à la vie et aux services de Villeroy, secrétaire d'État de Charles IX à Louis XIII, mais aussi à son bureau. La conférence se veut également une réflexion épistémologique sur la difficulté voire l'illusion qui réside dans l'entreprise biographique pour faire l'histoire d'une institution ainsi dominée par un acteur surplombant, saisi dans un temps de guerre civile, polygraphe et qui livre dans ses *Mémoires* sa propre biographie.

« Quand le pouvoir vint à l'écrit. Les bureaux des secrétaires d'État de Villeroy à Richelieu », dans Yaël KREPLAK et Yann POTIN (éds.) *Genèses*, n° spécial, 126-1, 2022, *La vie sociale des dossiers au regard de leurs usages savants*, p. 11-33.

Au sortir des guerres de Religion, le travail de l'écrit politique sur pièces laisse la place à une culture politique réflexive, plus immédiate, liée aux impératifs de l'action rapide et davantage autonome. Ce passage de l'écrit de travail en liasses aux collections de papiers d'État mises en volumes et reliées se prolonge au début du XVII^e siècle par la multiplication de manuels de gouvernement et de pratiques du secrétariat où se manifeste la culture politique des pré-bureaucrates des écritures royales. C'est l'enjeu des papiers d'État au sortir de la guerre civile qui nous retiendra ici – en tant que dossiers « constitués et constituants ». Nous nous attacherons à la vie (sociale) du dossier en étudiant le travail des bureaux comme un processus continu de mise en dossiers des affaires politiques, sous la forme d'une saisie diachronique de la réalité pour la mettre en ordre et la contraindre dans l'ordre documentaire.

« Pour une histoire rapprochée de l'État. La représentation de l'écrit politique à la Renaissance (Castille-Angleterre, 1590-1604) », dans *Annales de l'est*, 70^e année, 2021-1, p. 141-160.

L'article étudie deux modalités de la représentation iconographique de la paix. L'une s'inscrit dans le cycle des guerres contre la France commandé par Philippe II pour la Salle des Batailles de Saint-Laurent de l'Escurial. L'autre est la représentation de la réunion finale des négociateurs hispano-flamands et anglais à l'été 1604 dans le cadre du traité de Londres. Ces deux modalités de la représentation de la paix mettent en jeu l'écrit politique et les sources diplomatiques. Dans un dialogue entre histoire des images et nouvelle histoire des relations internationales, l'article propose une exploration de la transformation de la surface politique des administrateurs de l'écrit dans l'agencement institutionnel des royaumes de Castille et d'Angleterre.

« L'État à la lettre. La mise en circulation de l'information politique et administrative dans les arcanes du pouvoir (Royaume de France, 1570-1610) », dans *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 134, 2017, p. 41-63.

Dans le passage problématique du moment politique renaissant à l'ère baroque, des administrateurs d'un genre nouveau contribuèrent, par leur expertise et leur capacité d'innovation technique et politique, à saturer de leur présence et de leur savoir-faire les

secrétariats de la monarchie française. Ils créèrent ainsi, à l'échelle de leurs parentèles, des réflexes et des pratiques communes dans l'effectuation des décisions souveraines, jetant les bases d'un habitus de serviteur du roi, d'une langue et d'une science d'État. Autonomes dans un système aux normes qu'ils contribuèrent à inventer, pré-bureaucrates consacrés au service et aux volontés du prince, ils lièrent leur ascension à la montée en puissance de l'administration royale. Le moment politique des années 1560-1610 est une crise, au sens plein du terme : on passe d'un compromis politique à un autre, d'une architecture politique centrée sur la personne du souverain, veillant au fragile équilibre entre les cours et les communautés, à une autre configuration, où l'exaltation de la majesté royale de la nouvelle dynastie Bourbon est la principale charge de secrétaires et de conseillers puissants, dans l'immédiat entourage du souverain.

« Conserver, trier, persévérer », dans *Versus art. Controverse et pratiques artistiques. Revue de l'Université Paris, Sciences et Lettres*, 2, janvier 2016, p. 3-10.

« Conserver : maintenir hors de toute atteinte destructive ». Les papiers d'État du secrétaire Villeroy, les ouvrages des érudits et des bibliophiles du XIX^e siècle sur la mécanique du conseil du roi, les thèses des archivistes-paléographes sur la chancellerie de France au XVI^e siècle, les formulaires des relais de postes picards des années 1560. Partant, « maintenir hors de toute atteinte destructive » la capacité de retour critique des historiens, chercheurs en sciences sociales, sur les systèmes d'interprétation des sociétés et des modalités politiques contemporains. Enfin, « maintenir hors de toute atteinte destructive » le plaisir et le goût de l'archive.

« *Stasis*. Rupture de l'unité confessionnelle, émeutes urbaines et reconfigurations politiques (France, Saint-Empire, Italie – vers 1500-1650) », dans *Urbanités*, 2, novembre 2013, [en ligne : www.revue-urbanites.fr/stasis-rupture-de-lunite-confessionnelle-emeutes-urbaines-et-reconfigurations-politiques-france-saint-empire-italie-vers-1500-1650-2/]. Dans le cycle de violences ouvert par la rupture de l'unité confessionnelle au XVI^e siècle, les villes se dévoilent à l'analyse historique comme théâtres et enjeux des affrontements religieux. L'Occident chrétien de la fin du XVe siècle est alors marqué par une forte croissance urbaine et économique ; ce dynamisme est l'effet de la rapide récupération du temps des malheurs occasionnés par les pestes, les guerres et les famines des années 1350-1430. Si le fait urbain n'est pas majoritaire, les nouvelles configurations des villes se révèlent problématiques pour les autorités centrales et locales qui cherchent à en réguler les usages et les horizons d'attente multiples, ceux des masses foraines et populaires comme des nouveaux groupes élitaires de la marchandise et de la magistrature. On observe dès les années 1520 un double mouvement. Le dynamisme des centres urbains se mue en facteur de crise sous l'effet des Réformes. Les anciennes hiérarchies et solidarités corporatives et paroissiales sont renouvelées, perturbées et heurtées à la faveur des recompositions complexes dues aux divisions religieuses. Fait social total, le choix confessionnel induit des ruptures marquées dans les sociabilités, le bâti, les cérémonies, les usages des villes par leurs habitants. La violence et la radicalité sans précédents qu'occasionnent la poursuite et la destruction de l'hérétique ainsi que la recherche angoissée du salut dans la vraie foi sont autant de catégories d'analyse efficaces des crises qui déchirent les métropoles de l'époque moderne. Les barricades dont se hérissent les centres urbains du premier XVI^e au premier XVII^e siècles sont les points de cristallisation des imaginaires et des nouvelles conceptions des technologies de pouvoir qui préfigurent et autorisent la lente émergence de la ville absolutiste.

5. Manuels

« L'ordonnance de Villers-Cotterêts », dans *La naissance de l'État moderne, Textes et Documents pour la Classe*, 1056, Paris, CNDP, mai 2013, p. 36-37.

« Une République. Trois Républiques », dans Guillaume BOUREL et Marielle CHEVALLIER (éds), *Histoire 1^{re}. Manuel de l'élève*, Paris, Hatier, 2011, p. 294-321.

« L'expérience combattante », dans *La Vie dans les tranchées, Textes et Documents pour la Classe*, 1024, Paris, CNDP, novembre 2011, p. 38-42.

6. Presse

Interview par Laurent Dehossay, « L'écrit politique et administratif au temps des guerres de religion : une amorce de bureaucratisation ? », *Un jour dans l'histoire*, Radio-Télévision belge francophone, La 1^{re}, 5 septembre 2023, [en ligne : <https://auvio.rtbf.be/media/un-jour-dans-l-histoire-un-jour-dans-l-histoire-3079059>].

Interview par Aude BARIETY, « En 1720, les attestations de déplacement existaient déjà pour lutter contre la peste », *Le Figaro*, 23 avril 2020 [en ligne : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/en-1720-les-attestations-de-deplacement-existaient-deja-pour-lutter-contre-la-peste-20200423>].

« Présentation du projet de série historique “Règles de Cendres” », dans *Le Cours de l'Histoire*, émission animée par Xavier MAUDUIT, France Culture, 18 octobre 2019 [en ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-cours-de-l-histoire/actualites-quand-les-artistes-dessinaient-les-cartes-et-le-projet-de-serie-sur-catherine-de-medecis>]

(avec Tiphaine GAUMY et Vincent MEYZIE), « Histoire des métiers. L'Empire des bureaux », dans *La Fabrique de l'Histoire*, émission animée par Emmanuel LAURENTIN, France Culture, 5 juin 2020, [en ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/histoire-des-metiers-34-lempire-des-bureaux>].

(avec Olivier CHRISTIN), « Les nouveaux enjeux du savant et du politique », dans *Analyse Opinion Critique*, 11 septembre 2018 [en ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03139550/>].

B. Communications

1. Colloques internationaux avec comité de sélection

« L'État au travail. Une révolution symbolique dans la représentation des activités d'écriture et de conseil (Europe et premières colonies, 1590-1680) », Colloque international *Le “portefeuille” sous toutes ses coutures. Archiver et conserver ses documents de travail (années 1680-années 1820)*, 21-22 mars 2024, Université Côte-d'Azur, CMMC-MSH Sud-Est, Nice.

« La figure du ministre. Considérations sur Louis Marin et la naissance du ministériat dans l'Europe baroque », Colloque international *Lire, décrire, interpréter : Louis Marin entre texte et image*, 16-17 novembre 2023, Université catholique de Louvain, Louvain-La-Neuve (Belgique).

« Le dossier documentaire du renouvellement d’alliance entre Henri IV et les Ligues suisses : performance, cérémonie, théologie politique », Atelier de recherche en anthropologie politique et religieuse de la parole à l’époque moderne, Centre d’études supérieures de la Renaissance, 13 octobre 2023, Tours.

« La figure du cardinal-ministre et l’iconographie hiéronymite », Journée d’études de l’axe de recherche *Cultures de la pluralité religieuse*, 23 mai 2023, Centre d’études supérieures de la Renaissance, Tours.

« “Forcer son mal pour une si bonne action”. Trace et usage de la fragilité dans les correspondances politiques et diplomatiques au temps des affrontements confessionnels (XVI^e-XVII^e siècles en Europe) », Colloque international *Pouvoir et santé*, 4-6 mai 2023, Université catholique de Louvain, Louvain-La-Neuve (Belgique).

« Le secrétaire et son portrait. Objets et gestes techniques d’écriture dans les représentations iconographiques des conseils des Pays-Bas espagnols à l’époque moderne », Colloque international *Dutch-Belgian Legal History Days*, 30-31 mars 2023, KU Leuven, Louvain (Belgique).

« Conclusion des travaux », Colloque international *À l’épreuve des tempêtes. Institutions et crises : approches historiques*, Université de Rennes-II/Maison des sciences de l’Homme en Bretagne, 16-17 mars 2023, Rennes.

« Chuchoter dans les arcanes du cabinet. Les marqueurs de l’oralité dans les correspondances diplomatiques (XVI^e-XVII^e siècles, France, Suisse et Flandres) », Colloque international du groupe de recherche en anthropologie politique et religieuse de la parole à l’époque moderne, *En parlant, en écrivant. Complémentarité, concurrence et hybridation entre écrit et oralité dans l’Europe des XVI^e et XVII^e siècles*, Université de Luxembourg/Institut d’histoire, 14-16 septembre 2022, Belval (Luxembourg).

« Le troisième corps du roi. Administrations et administrateurs lors des guerres de Religion (France, 1574-1598) ». Panel des VI^{es} Journées suisses d’histoire *Faire corps : corps et métaphore du corps en politique, du XVI^e au XVIII^e siècle*, avec Marie Houllé, Alice Rey et Benjamin Steiner, 29 juin-1^{er} juillet 2022, Genève (Suisse).

Table-ronde « The Most-Christian King’s Crown during French Wars of Religion : traditions, debates and discrepancies », *68^e session annuelle de la Renaissance society of America*, 30 mars-2 avril 2022, Dublin (Irlande).

« L’extinction de la rébellion. Contributions à l’étude des marges dans l’iconographie des prises de paroles cérémonielles au XVI^e siècle », Colloque international d’anthropologie politique et religieuse de la parole (*Abjurer sa parole. Promettre la guerre et s’engager pour la paix pendant les crises de l’époque moderne (XVI^e-XVII^e siècle)*), Université de Genève, 16-18 février 2022, Genève (Suisse).

« Le travail de bureau et l’écrit politique en guerre civile (France, Flandre, Angleterre, XVI^e-XVII^e siècles) », Colloque international *Représentations du travail (Littérature, histoire, sciences sociales, histoire de l’art, cinéma)*, Université de Lausanne/Section de littérature française, 25-26 novembre 2021, Lausanne (Suisse).

« Nation, confession, profession. Identités et allégeances multiples de Thomas Morgan, gentilhomme gallois (vers 1580-vers 1600) », Colloque international *Loyauté et trahison dans les pays bourguignons et voisins (XIV^e-XVI^e siècles)*, 16-19 septembre 2021, Bâle (Suisse).

« Tremendously Increasing State Papers : Plural Administrative and Linguistic Contexts' Necessities (Early Modern Western Europe) », Table-ronde « Plurilingualism in Early Modern Western Europe : Poetical, Cultural, and Political Choices », 66^e réunion annuelle de la *Renaissance Society of America*, 2-4 avril 2020, Philadelphie [reporté lors de la 67^e réunion annuelle de la RSA, printemps 2021, Dublin].

« Le gouvernement à distance en Europe au XVI^e-XVII^e siècles », Table-ronde dans le cadre du *Lab Jeunes Chercheurs des Rendez-vous de l'histoire*, 7-11 octobre 2020, Blois, [organisation : Jérémie Ferrer-Bartomeu et Nicolas Simon (Casa de Velázquez, Université catholique de Louvain) ; avec Jean Senié, ENS-Ulm, Florence Bistagne, Avignon Université et Raffaele Ruggiero, Aix-Marseille Université].

« Gouverner, c'est prévoir ? », Table-ronde des Rendez-vous de l'histoire de Blois, 7-11 octobre 2020, (avec Joël Chandelier [Paris-VIII], Jean Garrigues [Orléans], Anne Coiazzo [Bordeaux-Montaigne]).

« Les manifestations iconographiques du pouvoir de l'écrit : la difficile représentation d'une évidence d'État (royaumes de France, d'Angleterre et de Castille 1550-1630) », Congrès du GIS « Humanités, Sources et Langues de la Méditerranée », *Étudier les Humanités aujourd'hui. Nouveaux enjeux et nouvelles méthodes*, 17-19 décembre 2018, Lyon.

« La "république européenne des bureaux". Relations de travail et construction de l'ethos bureaucratique des secrétaires d'État. (France, Flandres, Angleterre, 1560-1610). », Colloque international du programme ANR AcroNavarre, *Les Conseil « médians ». Pratiques administratives et de gouvernement à la Renaissance*, 16-17 novembre 2018, Pampelune (Espagne).

« Restaurer la concorde par l'écrit politique. L'expertise des secrétaires d'État du royaume de France au renfort des dissensions religieux (vers 1570-vers 1600) », Colloque international *Paix et religion, du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, 11 et 12 octobre 2018, Université de Lorraine, Nancy.

« Topographie du pouvoir. Position, disposition et matérialisation politique des villes du royaume de France dans les instruments de travail du secrétariat d'État, vers 1560 – vers 1610 », Colloque international *Correspondances urbaines. Les corps de ville et la circulation de l'information (Europe, XV^e-XVII^e siècles)*, 6-7 juin 2018, Centre d'Études Supérieures de la Renaissance, Tours.

« Des experts en carton. Traduire, lisser et réorganiser les troubles par l'écrit politique durant les guerres de religion, (France, Angleterre, c. 1560 - c. 1620) », Colloque international, *Experts et expertises politiques à l'époque moderne en Europe (II)*, 21-22 juin 2018, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, Nice.

« Paris, nid d'espions ? Chiffrer et comploter pour défendre la foi catholique en Europe de l'Ouest, 1580-1600 », École thématique *Représentations et perceptions de la*

péninsule ibérique à travers le temps, 28 février 2017, Casa de Velázquez, Madrid (Espagne).

« Chiffrer, déchiffrer, intercepter. Gouverner par lettres en contexte de guerres civiles et étrangères, 1585-1595 », Colloque international « Lettres et courriers dans les empires ibériques » (programme de recherche *Vaincre la Distance*), 17-18 novembre 2016, Casa de Velázquez, Madrid (Espagne).

« Allusions, silences et ellipses. Le secret des correspondances politiques de Nicolas de Neufville, seigneur de Villeroy, secrétaire d'État (royaume de France - vers 1570-vers 1595) », Colloque "Arcana Imperii" : *Gouverner par le secret dans l'Espagne moderne*, 16-17 avril 2015, École des hautes études hispaniques et ibériques, Casa de Velázquez, Madrid (Espagne).

« Le tremblé des correspondances. Information, préparation et projection des décisions politiques dans les "bureaux" des secrétaires d'État sous le règne de Henri III », Journée d'étude *La matérialité de l'échange dans les réseaux de correspondance (Périodes moderne et contemporaine)*, organisée par les doctorants du Centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes et de l'école doctorale « Pratique et théorie du sens » (Université Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis), 10 mars 2015, Paris.

« Le secret des "bureaux" : prises de décision et reconfigurations politiques, (vers 1570-1580) », Journée d'étude *L'écrit aux mains du pouvoir. Fabrication, diffusion et conservation de l'écrit politique (XV^e-XXI^e siècle)*, organisée par les doctorants du Centre Jean-Mabillon de l'École nationale des chartes, 15 mai 2014, Paris.

2. Colloques sans comité de sélection et conférences

« La figure du cardinal-ministre et l'iconographie hiéronymite », journée d'études de l'axe de recherche quinquennal *Cultures de la pluralité religieuse* (dir. É. Boillet, H. Michon et V. Agrigororaei), Centre d'études supérieures de la Renaissance, 23 mai 2023, Tours.

« Écrit politique et société administrative en France au temps des guerres de Religion », conférence des Mardis de l'École, discussion avec Olivier Poncet, École nationale des chartes, 14 février 2023, Paris.

« L'État et le roi. La communauté socio-professionnelle des hommes de plume des bureaux de la monarchie française (XVI^e-XVII^e siècles) », Journée d'études spéciale « Concours » *Communautés en construction de l'Antiquité au XX^e siècle*, Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Université Auvergne Clermont, 8 décembre 2022, Clermont-Ferrand.

« Cours et conseils en représentation. L'évolution des idées politiques saisie par l'art du XVI^e au XVIII^e siècle en Europe », conférence donnée à l'institut d'histoire de l'université de Luxembourg, 17 novembre 2022, Belval (Luxembourg).

« Secretaries and Councils. The spectacle of the state's arcane in Renaissance iconography », TriKo-Workshop Information interdisziplinär (II), Collège d'histoire médiévale et moderne, 6 décembre 2021, Trêves (Allemagne).

« Materializing and Projecting Power. The visual representations of administrators and their writing practices », Colloquium (conférencier-invité), 4 novembre 2021, Collège d'histoire médiévale et moderne, Trêves (Allemagne).

« Les guerres de Religion et la sociologie des crises politiques de Michel Dobry. Nouvelles perspectives », Atelier de recherche historique, table-ronde « Crises, histoire et sciences sociales », avec Olivier Fillieule (Université de Lausanne/IEP), Paul-Alexis Mellet (Université de Genève/IHR, modérateur), 18 octobre 2021, Genève (Suisse).

« Les bureaucrates du chaos. Les institutions de la monarchie administratives sont-elles la réponse à l'état de crise politique du second XVI^e siècle ? », Conférence dans le cadre de la Maison des sciences historiques, 15 décembre 2020, Neuchâtel (Suisse).

Table-ronde consacrée à l'ouvrage de Jean-Marc Weller, *Fabriquer des actes d'État. Une ethnographie du travail bureaucratique* (2018) ; Chaire d'innovation publique de l'École nationale d'administration et de l'École nationale supérieure de création industrielle, 7 décembre 2020, Paris.

« Saisir Villeroy. Les secrétaires d'État des guerres de Religion, administrateurs de la radicalité et des crises politiques », conférence annuelle de la Société de l'histoire de France, Archives nationales, 6 décembre 2018, Paris.

3. Interventions, séminaires et médiation

« Pour une histoire rapprochée de l'État. La performance politique des images lors des conflits confessionnels de la première modernité en Europe et dans les premières colonies », séminaire mensuel du *Group for early modern cultural analysis* (GEMCA), Université catholique de Louvain, 20 juin 2024, Louvain-La-Neuve (Belgique).

« Pour une histoire rapprochée de l'État, XV^e-XVI^e siècle, royaume de France et États bourguignons », séminaire de recherche animé par Élodie Lecuppre-Desjardins et Jean-Bapstiste Santamaria, Université de Lille, printemps 2024, Lille.

« Le royaume de France dans la république européenne des bureaux pendant la crise des années 1590 aux années 1660 », séminaire de recherche animé par Thierry Amalou, Université d'Artois, 22 mars 2023, Arras.

« La protection des affaires de France en cour de Rome pendant les guerres de la Ligue » avec Jean Sènié (Tours/CESR), séminaire de recherche animé par Julien Régibeau, Université de Liège (UR Transitions), 23 novembre 2022, Liège (Belgique).

« Le secrétaire et son portrait à la Renaissance. Stratégies visuelles et mobilité sociale d'un nouveau groupe élitaire », séminaire de recherche de P.-A. Mellet, *Les biographies, entre narrations et polémiques politiques et religieuses (XVI^e siècle)*, Université de Genève, Institut d'histoire de la réformation, 11 avril 2022, Genève (Suisse).

« La manifestation d'une évidence d'État. Pouvoirs de l'écrit dans l'iconographie des XVI^e-XVII^e siècle en Europe », Séminaire du projet de recherche *Coopetition and Legislation in the Spanish Monarchy (16th-17th c.)*, dir. Nicolas Simon, « Images, politique et communication », Casa de Velazquez, 19 novembre 2020, Madrid (Espagne).

« Savoirs administratifs et autorités publiques », Cours public d'histoire moderne *Savoirs de la modernité, modernité des savoirs (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Université de Genève, 15 avril 2021, Genève (Suisse).

« Anthropologie de l'écrit en guerre civile : les activités d'écriture en représentation dans l'iconographie, Flandres, Angleterre et France, 1580-1640 », séminaire de recherche de Béatrice Fraenkel, École des hautes études en sciences sociales, 7 avril 2021, Paris.

« Les vies de Thomas Morgan. Espionnage, correspondances chiffrées et allégeances multiples au second XVI^e siècle », séminaire du Centre de recherche sur l'Espagne des XVI^e et XVII^e siècles (Paloma Bravo), cycle *Gagner ou fuir l'Espagne : écritures transfuges, écritures refuges à l'époque moderne*, Université Sorbonne-Nouvelle, 15 janvier 2021, Paris.

« Des plumes consacrées. Régler la procession cérémonielle de l'écrit politique durant les guerres de Religion, séminaire de P.-A. Mellet, Université de Genève, Institut d'histoire de la réformation, 20 avril 2020, Genève (Suisse).

« La procession cérémonielle des papiers d'État dans les arcanes du palais. L'écrit politique comme technologie de vérité et de justice (1574-1589, Royaumes de France et de Castille) », séminaire de P.-A. Mellet, *La monarchie parfaite : Dieu, le roi et le peuple*, Université de Genève, Institut d'histoire de la réformation, 30 mars 2020, Genève (Suisse).

(Avec Jérémie Foa, MCF, Aix-Marseille Université) « Guerres civiles et construction de l'*habitus* bureaucratique », séminaire de recherche « La République européenne des bureaux. Écrits, pouvoirs et représentations dans l'Europe moderne, XVI^e-XVIII^e siècle », Centre Jean-Mabillon, École nationale des chartes, 12 mars 2019, Paris.

« L'État et le roi. La mise en place de la monarchie administrative dans le royaume de France au sortir des guerres de religion (1585-1610) », séminaire « Le monarque ou le conseil. Logiques et pratiques du *Bon gouvernement* aux XVI^e et XVII^e siècles », Université de Neuchâtel, 30 octobre 2018, Neuchâtel (Suisse).

« L'historien dans les arcanes de l'État », intervention dans le cadre du séminaire de master « Les métiers de l'historien », animé par Arnaud Exbalin, 2015, Université de Paris-Nanterre, Nanterre.

« Présentation des travaux de recherche », Centre d'études de la Renaissance, (C. Zecher, direction des collections spéciales) », 2015, Newberry Library, Chicago (États-Unis d'Amérique du Nord).

« La mémoire et l'oubli. L'extinction des troubles politico-religieux et la genèse de l'État dans la France des premiers Bourbons », émission spéciale *La nuit de la mémoire*, 2013, Radio Campus, Paris.

« L'écriture à trois mains. Les correspondances politiques sous les derniers Valois : gouvernementalité trinitaire et reconfigurations politiques (1567-1578) », séminaire des doctorants, co-organisé par Zoé Carles (MCF Paris-8) et Guido Furci (Sorbonne-Nouvelle), Centre d'études et de recherches comparatistes (CERC), Université Sorbonne-Nouvelle, 2013, Paris.